

LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Automne 2002

N° 161

0,80 €

Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste !

**Pour une lutte de classe contre
les capitalistes français
et leur gouvernement !**

**A bas la campagne de terreur
raciste qui vise les immigrés,
les jeunes, les travailleurs !**

Paris, le 28 septembre - Les tambours de guerre se font de plus en plus forts à Washington. Pendant des mois il y a eu des « fuites » sur des scénarios d'invasion, et des ultimatums stridents pour un « changement de régime » à Bagdad. Alors que la France et l'ONU veulent envoyer des « inspecteurs du désarmement » impérialistes, ils entrent en conflit avec la Maison Blanche et Tony Blair qui ont déclaré de façon arrogante qu'ils continueront les préparatifs de guerre avec ou sans soutien international ou caution de l'ONU. Soyons clairs : la posture anti-américaine de Chirac n'a rien à voir avec une quelconque sympathie pour le peuple irakien, ni avec une quelconque opposition à la guerre impérialiste meurtrière. La France est le premier partenaire commercial de l'Irak en Europe, et elle a d'énormes intérêts financiers là-bas et dans tout le Proche-Orient. Chirac cherche uniquement à protéger la part du gâteau qui d'après lui devrait revenir aux impérialistes français, et il renâcle face aux diktats des Américains, qui dominent au niveau militaire. De Sétif en 1945 à Dien Bien Phu en 1954 et aux banlieues de toutes les grandes villes de France aujourd'hui, la bourgeoisie française est l'ennemi juré des opprimés. La LTF déclare : *la lutte contre l'impérialisme à l'étranger commence par la lutte de classe ici !*

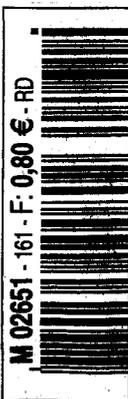
En France, Chirac a dénoncé toute action américaine qui ne serait pas entre-



AP
Janvier 2001, Bagdad : manifestation pour l'anniversaire de la guerre du Golfe. Les USA veulent maintenant « terminer le travail » commencé il y a dix ans par une coalition où figurait en bonne place la France impérialiste de Mitterrand.

prise sans mandat de l'ONU et, en opposition aux USA, il a approuvé la position de Bagdad d'« accepter les inspecteurs du désarmement ». L'ONU, c'est une caverne de brigands impérialistes, une couverture pour le militarisme impérialiste et pour des actes de guerre. Cela inclut les « inspecteurs du désarmement » tant chéris par les impérialistes français et européens. Un million et demi de personnes ont été victimes de la terreur plus « civilisée » de l'embargo de l'ONU en Irak ; cela comprend environ 5000 enfants *par mois* qui meurent de malnutrition et d'un manque de soins médicaux. Nous disons : *A bas l'embargo de l'ONU contre l'Irak !*

Il y a déjà 200 000 soldats américains et britanniques au Moyen-Orient et le Pentagone développe et équipe massivement sa base militaire dans le minuscule émirat du Qatar. La Maison Blanche veut « terminer le travail » commencé en 1991 avec la guerre du Golfe, qui s'était soldée par le massacre de dizaines de milliers de soldats et de milliers de civils ; les impérialistes US, avec l'aide d'une coalition internationale où figurait en bonne place la France impérialiste de Mitterrand, avaient visé délibérément les systèmes d'adduction d'eau et dévasté un pays qui avait été l'une des sociétés les plus développées du Proche-Orient. Dans les années qui ont suivi, des milliers de familles ont vu leurs



proches tués ou leurs maisons détruites sous les bombes américaines et britanniques.

Washington parle de soi-disant « armes de destruction massives » en Irak au moment où il fournit à l'Etat sioniste d'Israël des avions et des hélicoptères de combat pour tuer des enfants palestiniens et provoquer des destructions massives dans les territoires occupés. Et les fous de guerre sionistes seraient capables de lancer des bombes atomiques sur Bagdad si le moindre missile irakien touchait le sol israélien. La nouvelle doctrine nucléaire américaine envisage une frappe nucléaire « préventive » contre l'Irak et d'autres pays. Ce n'est pas une menace en l'air, venant du pays qui a bombardé Hiroshima et Nagasaki en 1945. Sans compter leur nouvelle « bombe E » à rayonnement électromagnétique qui détruirait toute l'électronique et qui cuirait tout être vivant dans un rayon de 300 mètres comme dans un gigantesque four à micro-ondes. Les Etats-Unis prétendent que l'Irak serait sur le point de développer des armes nucléaires, alors que le seul réacteur nucléaire irakien (construit par les Français) a été détruit par les Israéliens en 1981. La vérité, c'est que les USA ne considéreraient pas si facilement une attaque si l'Irak disposait d'un arsenal nucléaire, qui est plus ou moins la seule garantie réelle de souveraineté nationale dans le monde d'aujourd'hui.

Le cynisme avec lequel la France de Chirac dénonce les « armes de destruction massive » irakiennes est époustouflant : les impérialistes américains, et français aussi, aidaient et conseillaient militairement l'Irak à l'époque de la guerre de 1980-1988 avec l'Iran. Et combien de tonnes de napalm et autres armes chimiques les Français ont-ils déversées sur les Aurès et ailleurs pendant la guerre d'Algérie ? De même, les troupes françaises en Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique ne sont pas là pour « sauver des ressortissants français » mais pour maintenir la mainmise de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest. Troupes françaises hors de Côte d'Ivoire et hors de toute l'Afrique !

Une guerre contre l'Irak pose aussi d'autres problèmes pour les dirigeants capitalistes en Europe. Dans la récession actuelle qui menace déjà la subsistance même de milliers de travailleurs, la hausse des prix des carburants risque de s'aggraver considérablement avec une augmentation drastique des prix du pétrole. Déjà les actions des routiers contre les hausses des prix du carburant, il y a deux ans, ont eu énormément de popularité dans la petite-bourgeoisie et dans la classe ouvrière, et elles ont secoué les gouvernements capitalistes en Grande-Bretagne et en France.

Les rivalités interimpérialistes s'intensifient

Peu après la guerre du Golfe en 1991, l'Etat ouvrier dé-généré soviétique était détruit par la contre-révolution capitaliste. Cela a été une défaite monumentale pour le prolétariat international, qui a été acclamée non seulement par les impérialistes mais aussi par les sociaux-démocrates et même les soi-disant « révolutionnaires » comme la LCR et les cliffistes. La fin de la guerre froide n'a pas inauguré une ère nouvelle de paix mondiale. Au contraire, exactement comme nous l'avons dit à l'époque, l'absence de l'Union soviétique comme contre-poids à l'impérialisme US allait conduire à un monde bien plus dangereux. On voit les rivalités aiguisées entre les Européens et les USA, la « seule superpuissance mondiale » qui utilise sa prédominance économique, et surtout sa puissance militaire sans rivale, pour s'arroger le droit de tyranniser toute la planète.

Les impérialistes européens craignent qu'une occupation américaine de l'Irak accroisse le contrôle des Etats-Unis sur le robinet du pétrole du Proche-Orient ; les Français craignent que les juteux contrats négociés par TotalFinaElf avec l'Irak dans la perspective d'une levée des sanctions de l'ONU, ne partent en fumée. D'après le directeur de la revue *Pétrostratégies*, après une guerre contre l'Irak « quelles que soient les circonstances, concéder les réserves irakiennes à des sociétés internationales autres que des sociétés américaines n'est pas imaginable » (*le Monde*, 24 septembre). Israël, la Grande-Bretagne, l'Australie et l'Italie sont pratiquement les seuls alliés des Etats-Unis qui soutiennent une invasion de l'Irak.

Les rivalités interimpérialistes se sont étalées au grand jour lors du récent Forum Asie-Europe le 23 septembre, qui s'est pourtant déroulé à huis clos (voir *le Monde*, 25 septembre). Chirac s'y est déclaré opposé à « tout acte unilatéral » des USA. Si Chirac s'offusque du mépris américain pour l'ONU (où la France dispose d'un droit de veto au Conseil de sécurité), il ne voit pas sans inquiétude non plus le refus allemand de s'engager dans une guerre contre l'Irak même si l'ONU le demandait. Intervenant après Chirac en légitimant pratiquement une attaque des USA, le président du Conseil italien, Berlusconi, a souligné la « dette » envers les Américains contractée dans les années 1940 (bien sûr il parlait là de la lutte contre le communisme, pas de la victoire des Alliés contre les fascistes, dont les héritiers siègent en grand nombre dans le gouvernement actuel de Berlusconi). Reprenant la parole, Chirac a mis nommément en garde l'Etat ouvrier déformé chinois que celui-ci ne doit pas se sentir encouragé par le concept américain d'« action préventive » à agir contre Taïwan. Pendant que le premier ministre chinois maintenait un silence de plomb, le premier ministre japonais a renchéri en rappelant, contre Berlusconi, que son pays avait cru bon de « lancer des actions préventives contre les Etats-Unis », à Pearl Harbor en décembre 1941 (bien sûr, ce qu'il déplorait en réalité c'était la défaite japonaise finale) !

Entre-temps, l'axe central France-Allemagne dans l'Union européenne subit énormément de tensions au sujet des subventions agricoles de l'UE, que l'Allemagne veut réduire pour élargir l'UE vers l'Europe de l'Est. Ce n'est pas par hasard non plus que la France s'est retrouvée de l'autre côté des barricades contre l'Allemagne dans deux

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Michael O'Connell

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

L'adhésion à l'OMC approfondit la pénétration impérialiste

La Chine secouée par des manifestations ouvrières



Brown/AFP



AP

Pékin, le 27 mars (à droite) : 200 ouvriers retraités de l'automobile bloquent le trafic sur une grande artère pour protester contre les coupes sombres dans les retraites. A gauche, des ouvriers licenciés protestent à Liaoyang, dans le Nord-Est de la Chine au mois de mars. Le chômage a considérablement augmenté dans cette région d'industrie lourde sinistrée de la Chine.

Défense des acquis de la Révolution de 1949 !

Nous reproduisons ci-après une traduction légèrement adaptée de la deuxième partie d'un article publié dans Workers Vanguard (31 mai), journal de nos camarades américains. La première partie de cet article a été publiée dans le Bolchévik n°160 (été 2002).

* * *

Dans sa réfutation de la doctrine stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays », le dirigeant bolchévique Léon Trotsky insistait sur le fait que la menace que les forces de l'impérialisme faisaient peser sur l'Union soviétique n'était pas juste militaire, mais plus fondamentalement encore économique :

« Par les chiffres des exportations et des importations, le monde capitaliste nous montre qu'il a, pour réagir, d'autres armes que l'intervention militaire. Dans les conditions du marché, la productivité du travail et du système social dans son ensemble étant mesurée par le rapport des prix, l'économie soviétique est sous la menace bien davantage d'une intervention de marchandises capitalistes à bon marché que d'une intervention militaire. »

— *l'Internationale communiste après Lénine* (1928)

De fait, la pression militaire et économique sans relâche

de l'impérialisme a provoqué la disparition de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, qui a été détruit par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992.

L'arme principale dont dispose un Etat ouvrier relativement isolé et relativement arriéré économiquement contre l'intervention des marchandises bon marché, est le monopole d'Etat du commerce extérieur — c'est-à-dire un strict contrôle des importations et des exportations par le gouvernement. Cependant, les mesures allant dans le sens de la décentralisation de l'économie planifiée et collectivisée de la Chine, introduites par Deng Xiaoping et ses successeurs, ont conduit à une érosion du monopole d'Etat du commerce extérieur. On a donné à des milliers de grandes entreprises d'Etat (ainsi que de firmes étrangères et de joint-ventures) une grande latitude pour importer matières premières et équipements. Le régime de Pékin cherche à protéger l'industrie d'Etat, et aussi l'agriculture, qui est basée sur les petits paysans, de l'impact direct de la concurrence capitaliste étrangère ; il se sert pour cela de droits de douane, de subventions, de licences d'importation, de limites à l'accès aux devises étrangères et d'autres palliatifs du même genre.

Mais ces mesures ne peuvent pas fondamentalement protéger l'économie chinoise contre les puissances impérialistes dominantes. La Révolution de 1949, qui avait renversé la bourgeoisie chinoise et chassé les impérialistes, avait conduit à la création d'une économie centralement planifiée et du monopole du commerce extérieur, avec

Suite page 17

Lettre**A bas la division raciste
parmi les travailleurs du bâtiment !**

Le 2 septembre 2002

Chers camarades,

Face à l'immigration qui vient des pays du tiers-monde et des ex-Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, les Etats capitalistes d'Europe prennent de plus en plus de mesures de restriction, fermant leurs frontières et parlant de former des corps de police, de douane et de gendarmerie communs.

Ces mesures signifient le refus d'octroyer des droits minimaux à ces personnes qui viennent de très loin dans la recherche d'un minimum vital qui n'existe pas ou n'existe plus dans leur pays d'origine. Cette situation ne fait que s'aggraver depuis la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est, et l'exploitation des ressources naturelles du tiers-monde par l'impérialisme. Donc la jeunesse de ces Etats néo-coloniaux n'a d'autre alternative que de fuir la misère imposée par l'impérialisme et ses valets. Mais une fois les frontières de l'Europe franchies (difficilement), et principalement à l'intérieur de la très chère France, la vie ne devient que cauchemar. Et cet état de fait se justifie principalement en France par une volonté de la bourgeoisie française de créer une main-d'œuvre exploitable, maniable à fond et remplaçable en claquant les doigts.

Ces ouvriers sont en situation de non-droit syndical, car ils sont considérés comme des travailleurs irréguliers (clandestins) par la bureaucratie syndicale ; donc pas question de syndiquer ces ouvriers. Cela offre donc une grande liberté à la bourgeoisie pour les utiliser comme briseurs de grève et pour les licencier comme bon semble au patron. Et à tout cela vient s'ajouter le racisme sur le lieu de travail aussi, qui se manifeste sous diverses formes et qui est un obstacle pour l'unification de la classe ouvrière en France ici, et en même temps constitue un des facteurs d'arriération idéologique de la classe ouvrière.

Les différentes formes de la division de la classe ouvrière dans les secteurs où il y a beaucoup d'immigrés comme dans le bâtiment, se caractérisent par la couleur de la peau, l'origine, la nationalité, l'histoire. De par la couleur de la peau la classe ouvrière est divisée en trois catégories qui sont les blancs, les Maghrébins et les Noirs. Cette division essentielle, caractéristique parmi les travailleurs dans le bâtiment, se justifie par le fait que la majeure partie de l'encadrement est blanche mais d'origine portugaise, et se sent supérieure aux Maghrébins et aux Noirs. Les Portugais aussi à leur tour sont très mal considérés par la population française de souche, qui n'est d'ailleurs pas nombreuse sur les chantiers de construction, et qui bénéficie de beaucoup de privilèges de la part des patrons ! Alors ce qui se passe c'est que les Portugais à leur tour considèrent la population d'origine maghrébine comme étant des criminels, surtout ceux provenant de la deuxième génération à quelques exceptions près. Quelques Maghrébins plus âgés à leur tour, partant des faits historiques liés à l'esclavage, considèrent les Noirs comme d'anciens esclaves ou des sous-hommes et des abrutis. Par contre, ce qui est agréable c'est l'entente, le respect mutuel qui existe

entre la jeune génération maghrébine, les jeunes d'origine portugaise et les Noirs, malgré tous les préjugés.

Le facteur principal qui empêche l'intégration des ouvriers immigrés et des ouvriers citoyens européens, est le statut administratif précaire des immigrés, un statut d'individus sans droits. Cette situation crée une méfiance générale des ouvriers immigrés noirs, et en même temps elle est la cause d'un manque chronique de confiance en leurs frères de classe européens et maghrébins. Le renforcement de cette précarité se situe d'une manière générale à partir de la période Mitterrand, où l'Etat français a commencé à créer des individus sans droits, en refusant de régulariser des immigrés qui venaient surtout de l'Afrique noire et du Maghreb, et qui sont utilisés à cause de leur situation irrégulière à faire les plus sales travaux ! Surtout pour briser des grèves. De plus en plus, les immigrés sans-papiers ou clandestins (ils sont couramment traités de ce nom) verront en leurs frères de classe arabes ou portugais, même s'ils ne sont pas racistes, le dénonciateur, « le mouchard », « la balance ». Partant de là on constate aussi un racisme en sens inverse, qui est le racisme de l'immigré envers son frère de classe européen. A cela s'ajoute le sentiment historique de la colonisation, qui fait dire à la plupart des immigrés arabes ou africains noirs ex-colonisés que l'Européen blanc n'aimera jamais le Noir ou l'Arabe, sauf s'il a besoin de l'exploiter d'une manière ou d'une autre. Ce qui à mon avis est très erroné.

Car, comme je l'ai annoncé plus haut, en dépit de tous les préjugés on trouve très généralement des jeunes d'origine portugaise ou française sympathiser avec n'importe quel jeune immigré de leur âge, chose qui n'empêche pas la méfiance des immigrés envers eux. Il faut aussi noter que les comportements les plus racistes se rencontrent d'une façon générale chez ceux qui sont venus en France avec l'aide de la bourgeoisie dans les années 1960, et qui sont finalement restés ici. Comme ils ont pu avec l'aide de la bourgeoisie acquérir le minimum de droits administratifs pendant une certaine période donnée, ils regardent toujours avec un œil de mépris leurs frères de classe nouvellement arrivés en France ; laquelle attitude est souvent difficilement qualifiable parce que tu ne peux pas savoir si ce qu'ils éprouvent c'est du racisme ou de la jalousie. Ces anciens immigrés sont ceux-là souvent qui font beaucoup de spéculations sur les facteurs historiques tels que la traite des esclaves par les marchands arabes, la colonisation arabe avant la colonisation européenne.

La direction syndicale xénophobe, de par sa nature collaborationniste de classe, travaille beaucoup plus à la division des travailleurs sur les lieux de travail d'une manière ségrégationniste. Elle va jusqu'à cultiver le racisme, sauf dans les cas où c'est la défense des intérêts de la bureaucratie syndicale qui est posée et dans ces conditions le syndicat est présent pour tous les travailleurs quelle que soit leur origine ethnique ; sinon, dans les autres situations le syndicat appartient uniquement aux ouvriers citoyens européens. Dans une certaine mesure ces ouvriers européens, qui sont aussi d'origine multiethnique, subissent les mêmes divisions xénophobes en général, et notamment ceux qui viennent des pays de l'Est qui sont parmi les plus opprimés. Il y a aussi des ouvriers qui ne sont pas blancs et qui sont ségrégués par les patrons et par les directions syndicales même s'ils ont la citoyenneté française. Partant de tout cela je pense que pour arriver à réaliser le mot d'ordre des pleins droits de ci-

Le parti Batasuna interdit en Espagne

A bas la répression contre les nationalistes basques !

Paris, le 16 septembre – Le gouvernement s'est saisi de la « guerre contre le terrorisme » de l'après-11 septembre pour chercher à en finir à jamais avec les nationalistes basques. Le 26 août, le juge espagnol Baltasar Garzón a ordonné la suspension pour trois ans de Batasuna, un parti politique qui obtient aux élections plus de 10 % des voix dans le Pays basque espagnol, où il a des bureaux ainsi que des amicales, des tavernes et des représentants officiels dans la plupart des villes. Le même jour le parlement espagnol votait à une majorité écrasante une motion demandant que la Cour suprême interdise Batasuna. Avec la récente loi « antiterroriste » qui a été votée en Espagne, cela signifie une mise hors la loi totale et définitive de Batasuna, la première interdiction d'une organisation politique depuis la fin de la dictature de Franco en 1975. Et c'est une mesure qualitative vers l'interdiction de toute organisation prônant l'indépendance basque.

La même nuit, la police locale, l'*ertzaintza* tant haïe, commençait à faire des descentes sur les locaux publics de Batasuna dans des dizaines de villes basques et les fermait. Sur les ordres de Garzón (qui est devenu l'enfant chéri de la pseudo-gauche avec ses enquêtes sur l'ancien dictateur chilien Pinochet), l'Etat a déjà gelé les comptes bancaires de Batasuna, cherchant à lui soutirer 24 millions d'euros. Cette somme est soi-disant destinée à payer les dégâts causés dans les batailles de rue au moment des attaques de la police contre les jeunes dans le Pays basque. Il y a eu des protestations des deux côtés de la frontière franco-espagnole contre l'interdiction. Les 7 et 8 septembre, des milliers de personnes ont défié l'interdiction espagnole des manifestations pro-Batasuna, et sont descendues dans les rues à Bilbao et San Sebastián. Et il y a deux jours, 50 000 personnes ont protesté à Bilbao malgré la répression. Le prolétariat, particulièrement en Espagne et en France, a l'urgent devoir de se mobiliser contre cette sinistre interdiction, qui non seulement vise les nationalistes basques radicaux mais qui prépare aussi le terrain à la répression de toute opposition politique des ouvriers ou des jeunes. ***A bas l'interdiction de Batasuna ! Liberté immédiate pour les centaines de nationalistes basques emprisonnés, dont certains sont enfermés depuis des années et des années en Espagne et en France !***

L'obstacle à une telle mobilisation ce sont les traîtres sociaux-démocrates du mouvement ouvrier : en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a voté de façon



Rafa Rivas/AFP

A Bilbao, la police basque garde l'entrée du siège de Batasuna après son interdiction par le juge Baltasar Garzón.

enthousiaste pour l'interdiction, et les ex-staliniens de l'Izquierda Unida (Gauche unie) se sont abstenus. En France le gouvernement précédent dirigé par le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PCF) procédait couramment à des arrestations et des déportations de nationalistes basques vers l'Espagne. Par exemple, le 15 septembre 2000 une opération conjointe entre les polices française et espagnole sur le territoire français s'est terminée par l'arrestation de Ignacio Gracia Arregui, un dirigeant présumé de l'organisation séparatiste basque ETA (voir « Libération immédiate de tous les nationalistes basques ! », *le Bolchévick* n° 154, automne 2000). Dans les années 1980, sous le président socialiste Mitterrand, la police française collaborait avec le gouvernement PSOE et ses escadrons de la mort, les Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL), qui opéraient même en France. Plus récemment, deux dirigeants de l'ETA, Juan Antonio Olarra Guribi et Ainhoa Mugica, ont été arrêtés aujourd'hui près de Bordeaux dans une opération conjointe des polices française et espagnole. Nous avons fermement dénoncé ces arrestations, meurtres et expulsions ainsi que les multiples attaques en France contre les langues minoritaires. En tant qu'internationalistes prolétariens, nous défendons le droit à l'autodétermination du peuple basque, au nord et au sud des Pyrénées (et si les frontières sacrées de « la République française une et indivisible » doivent être changées, qu'elles le soient !)

Le prétexte immédiat à l'accroissement massif de la répression d'Etat contre les nationalistes basques en Espagne a été un attentat à la bombe mené le 4 août à Santa Paola, près d'Alicante, contre une caserne de la Guardia Civil (police militaire), lors duquel deux personnes ont été tuées, dont une fillette de 4 ans. Le gouvernement et les médias bourgeois se sont empressés d'accuser l'ETA d'être responsable de cette attaque. Quand Batasuna a refusé de clairement condamner l'attaque, le gouvernement s'est mis à interdire le parti. L'ETA a souvent pris pour cible des flics, des juges, des capitalistes ou des idéologues bourgeois.

toyenneté pour tous les immigrés, il faut arriver, bien sûr avec la couche la plus avancée, sous la direction d'un vrai parti bolchévique, à débarrasser la classe ouvrière multiethnique de sa direction xénophobe, raciste et collaborationniste en faisant une révolution socialiste.

Salutations,

A. A.



Reuters

Manifestation à San Sebastián le 1^{er} septembre contre l'interdiction de Batasuna et pour la libération des prisonniers politiques.

Tout en défendant l'ETA contre la vague actuelle de répression d'Etat, les marxistes s'opposent à la stratégie petite-bourgeoise désespérée du terrorisme individuel, qui est un obstacle à une lutte de classe prolétarienne et internationaliste: l'élimination d'opresseurs individuels ne résout pas la question fondamentale de balayer le système capitaliste lui-même, ce qui nécessite des luttes collectives des masses ouvrières. De plus, lorsqu'une cible militaire est touchée, d'autres personnes peuvent être tuées également, comme à Santa Paola. L'effroyable mort de la fillette a été une aubaine pour l'Etat espagnol pour rallier à «l'union sacrée», y compris des ouvriers, derrière le chauvinisme espagnol anti-basque.

L'Etat espagnol utilise le chauvinisme anti-basque aussi bien que le racisme anti-immigrés pour diviser et affaiblir la classe ouvrière. Il y a deux ans, le gouvernement a provoqué les pogromes de El Ejido contre des ouvriers agricoles marocains. Ces dernières années, des centaines de Maghrébins se sont noyés en essayant de traverser le détroit de Gibraltar pour atteindre la forteresse Europe. Maintenant le gouvernement essaie de dresser les immigrés maghrébins contre les immigrés d'Europe de l'Est. Comme nous l'avons affirmé dans notre récente déclaration de la LCI (voir le Bolchévik n° 160, été 2002): «Ouvriers de tous les

pays, unissez-vous! La guerre de l'Europe capitaliste contre les immigrés est une guerre contre tous les ouvriers - Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! Halte aux expulsions!»

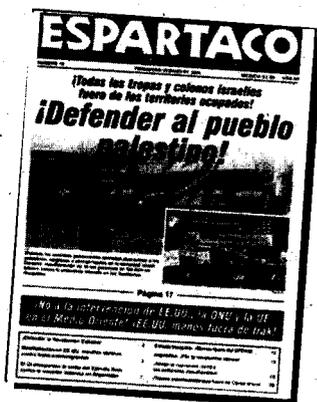
Depuis l'attaque totalement criminelle contre le World Trade Center il y a un an, la «guerre contre le terrorisme» est le mot de code dans le monde entier, non seulement pour un massacre bien plus énorme dirigé par les USA contre l'Afghanistan, mais aussi pour une colossale escalade de la terreur policière sur le plan interne, qui vise particulièrement les immigrés. En France, nous nous sommes opposés à la campagne policière de Vigipirate dès le moment où l'ex-gouvernement PS/PCF l'a remise en place. Le 25 août, la veille même de l'interdiction de Batasuna, le nouveau gouvernement de droite expulsait vers l'Italie Paolo Persichetti, un ancien militant radical de l'UCC (Union des communistes combattants). Environ 150 militants de gauche italiens qui sont réfugiés en France craignent maintenant d'être expulsés vers l'Italie et ses lois contre les supposés terroristes. **Liberté pour Persichetti! Non aux expulsions!**

Le gouvernement Chirac veut rapidement incorporer dans la législation française les nouvelles mesures draconiennes de l'Union européenne qui criminalisent potentiellement toute activité politique. D'après ces règles, des grévistes s'emparant des installations de transport ou coupant l'électricité pourraient être poursuivis comme «terroristes», de même que toute personne «encourageant ou soutenant un groupe terroriste». Le gouvernement espagnol veut ajouter Batasuna à la liste européenne des organisations terroristes, ce qui signifierait automatiquement son interdiction en France, et ceci inquiète le gouvernement qui craint que l'agitation sur la question basque déborde de plus en plus sur la France.

Le droit à l'autodétermination du peuple basque, c'est-à-dire le droit de se séparer, est une question clé en Espagne et en France. Nous exigeons: **A bas l'interdiction de Batasuna! Défense du droit à l'indépendance du peuple basque, au sud et au nord! Pour des partis trotskystes en Espagne et en France, sections d'une Quatrième Internationale reforgée!**

Abonnez-vous
à
Espartaco

Publication du
Grupo Espartaquista
de México



Abonnement pour un an (4 numéros) : 4 €
incluant Spartaquist (édition espagnole)

Ecrire au :
Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Cet article, publié dans le Bolchévik n° 146 (été 1998), analyse comment la conception marxiste de la question nationale s'applique au peuple basque. Il polémique contre les groupes de gauche français (notamment LO) et espagnols qui capitulent face au chauvinisme castillan.

Une version en espagnol est disponible également dans Espartaco n° 11 (printemps-été 1998)



0,80 €

IG : Les mensonges débiles de menteurs débiles

Cet article est traduit de *Workers Vanguard* (9 août), le journal de nos camarades américains de la *Spartacist League/US*.

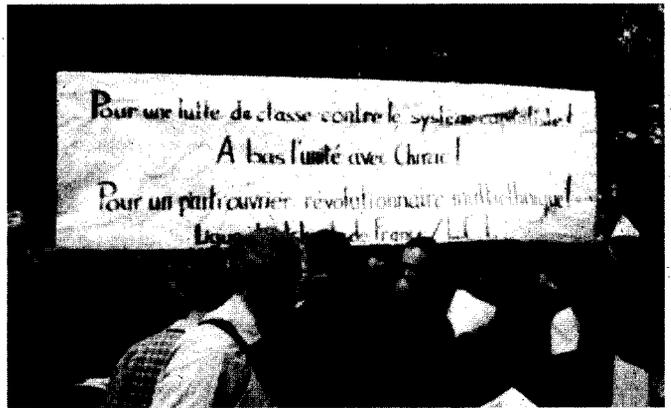
L'Internationalist Group (IG) a publié toute une série de communiqués sur internet à l'occasion des dernières élections présidentielles en France, lors desquelles le score élevé au premier tour de Le Pen, du Front national fasciste, s'est traduit au deuxième tour par un raz de marée pour Chirac. Avec des titres comme «Comment la LCI transforme les fascistes français en droitiers électoralistes» (8 juin) [How ICL Turns French Fascists Into Ballot Box Rightists - apparemment ils n'ont pas publié cet article en français sur leur site jusqu'à présent], ils y attaquent la ligne soi-disant «propagandiste passive» et «défaitiste» de notre organisation internationale, la LCI. Pour étayer ces accusations, l'IG s'est lancée dans toute une série de mensonges tout aussi cyniques qu'éhontés.

Par exemple, dans «Droitiers électoralistes», l'IG fulmine contre une «série d'articles de *Workers Vanguard*, le journal de la *Spartacist League*, qui insistent que le FN n'est pas fasciste mais que c'est un «parti électoral»». Et l'IG, insinuant le pire, de se demander pourquoi la Ligue trotskyste de France «qualifiait encore le parti de Le Pen de fasciste le 23 avril dernier?» Et il s'empresse de répondre à sa propre question malhonnête en affirmant qu'une «introduction évasive» à la déclaration de la LTF du 23 avril, «corrige subtilement le tract de leurs camarades français». Une introduction tellement évasive qu'elle était en première page de *Workers Vanguard* (n° 780, 3 mai) sous le titre «France: Fascist Le Pen Scores Big Gain in Elections» [France: le fasciste Le Pen fait un gros score aux élections]!!

L'IG s'attaque ensuite à la LTF en écrivant que nos camarades ont «offert un soutien critique conditionnel à Arlette Laguiller, la candidate de Lutte ouvrière.» Sans vergogne. Le 10 mars, la LTF a écrit une lettre ouverte à Lutte ouvrière, dont la candidate aux présidentielles Arlette Laguiller se présentait en opposition au gouvernement de front populaire de Jospin du Parti socialiste, qui était alors Premier ministre, allié au PCF et aux Verts. La lettre ouverte notait que le lourd silence de LO en ce qui concerne les mesures anti-immigrés prises par ce gouvernement, en particulier Vigipirate et la campagne sécuritaire, ainsi que le soutien flagrant de LO aux «grèves» réactionnaires des flics, vidait de tout contenu sa soi-disant opposition à Jospin:

«LO, malgré ses consignes d'opposition au gouvernement, se retrouve à la traîne de Jospin et Chirac quand elle capitule face au climat d'hystérie raciste qu'ils entretiennent et qui domine la vie politique du pays. Tant que LO ne s'oppose pas à Vigipirate et aux mobilisations réactionnaires et racistes des flics, la LTF ne peut pas soutenir la campagne de LO. Il n'y a aucun parti dans ces élections qui présente un candidat représentant dans un sens réel les intérêts des travailleurs» [souligné par nous].

Le 17 mai, lors de la campagne des législatives, la LTF a sorti un autre tract, qui disait: «Méfiez-vous de la publicité mensongère! Leur opposition à la collaboration de classes est vidée de tout contenu par leur capitulation à la campagne sécuritaire raciste, qui est un mécanisme crucial



Le Bolchévik

Le 1^{er} mai, le LTF s'oppose aux sociaux-démocrates qui appellent à voter Chirac.

en France pour assujettir les travailleurs à leur propre bourgeoisie.» Cette déclaration a aussi été reproduite dans *Workers Vanguard* n° 782, 31 mai, sous le titre «Why we Still Don't Call for a Vote to Lutte Ouvrière» [Pourquoi nous n'appelons toujours pas à voter pour Lutte ouvrière].

Pourquoi l'IG ment

Les mensonges de l'IG sont si flagrants que n'importe quel imbécile sachant lire peut s'en rendre compte - et il n'a même pas besoin de lire l'article en entier, il lui suffit de lire les titres. Alors pourquoi ces mensonges?

L'IG se compose d'individus autour de Jan Norden, ancien rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, qui ont quitté notre organisation il y a quelques années. Pour tenter de justifier leur défection, ils accusent la LCI d'avoir abandonné son héritage révolutionnaire et d'être devenue révisionniste. C'est une tâche impossible si les divergences politiques sont affirmées franchement dans le cadre d'un débat politique honnête; la grossièreté de leurs mensonges en est d'ailleurs la preuve. Mais leur objectif n'est manifestement pas de convaincre qui que ce soit qui s'intéresse aux divergences politiques qu'il y a entre nos deux organisations. C'est plutôt de nous calomnier purement et simplement et de se servir de ces calomnies dans les milieux hostiles au trotskysme, c'est-à-dire hostiles aux principes et au programme de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien.

Les mensonges et les calomnies ne sont qu'un premier pas. Ils encouragent et justifient la violence contre les opposants politiques dans le mouvement ouvrier. Staline ne pouvait aucunement défendre d'un point de vue marxiste sa doctrine antirévolutionnaire du «socialisme dans un seul pays»; alors, quand le mensonge n'a plus suffi pour faire taire l'opposition politique, il a eu recours à la violence. A l'époque des procès de Moscou, qui étaient des procès truqués contre les dirigeants bolchéviques historiques, Léon Trotsky faisait remarquer dans l'avant-propos à l'édition américaine de *L'École de la falsification de Staline* (1932), «La préparation des procès truqués sanglants a commencé par des distorsions historiques «mineures» et la falsification «innocente» de citations».

El supremo Norden, avec sa poignée de militants, n'est évidemment pas en position d'imiter Staline (même si,

comme on sait, il est connu pour avoir gratuitement qualifié Staline de « commandant en chef » de l'Armée rouge lors de la Deuxième Guerre mondiale). Mais la raison pour laquelle l'IG ment, c'est qu'il a le même désespoir et les mêmes aspirations opportunistes envers des forces de classe non prolétariennes. Comme nous l'avons déjà noté, pendant la campagne électorale en France l'IG n'a fait que fournir un vernis pseudo-combatif à l'unité électorale « antifasciste » ; celle-ci se faisait l'écho de la campagne selon laquelle le fascisme était « au coin de la rue », et qui a servi à faire élire Chirac. D'ailleurs s'il y avait eu une réelle menace fasciste, la ligne de la soi-disant gauche selon laquelle on peut vaincre le fascisme par les urnes aurait été suicidaire et aurait été un obstacle à la mobilisation extra-parlementaire du prolétariat, nécessaire pour vaincre les fascistes. L'IG nous a attaqués pour avoir fait la remarque suivante : « Comme le prolétariat français ne menace pas l'ordre bourgeois dans l'immédiat, les capitalistes ne se préparent pas à recourir à la dictature fasciste. Le bon score de Le Pen aux élections va certainement enhardir les bandes fascistes, mais le succès du FN est un phénomène électorale. » (« France : la soi-disant gauche soutient Chirac », *Workers Vanguard* n° 781, 17 mai).

L'IG rétorque que « *Workers Vanguard* ne veut ni voir ni entendre parler de fascisme parce qu'il a la suffisance d'une tendance qui a perdu la volonté révolutionnaire de se battre » (article « Droitiers électoralistes » [traduit par nos soins]). Mais le fait que nous parlions des bandes fascistes de Le Pen qui allaient s'enhardir a posé un problème à l'IG. Alors dans son article, l'IG a simplement enlevé cette partie de la citation que, par ailleurs, il utilise dans son entièreté ! Et pour être sûrs que personne ne les prendrait en flagrant délit, ils se sont bien gardés de donner la source de leur citation.

Après les mensonges, la grandiloquence. Malgré le fait qu'un million et demi de personnes avaient manifesté en soutien à la « République » bourgeoise et que beaucoup plus de gens ont voté au deuxième tour qu'au premier, l'IG a continué à appeler en grande fanfare « les secteurs du prolétariat les plus combattifs à s'opposer activement et même à perturber, c'est-à-dire à boycotter, le deuxième tour des élections. » D'un simple revers de la main, l'IG fait disparaître l'obstacle à la mobilisation du prolétariat que représente l'actuelle direction traître du mouvement ouvrier. Cela donne une idée du désespoir et du cynisme d'un groupuscule qui a perdu tout contact avec la réalité sociale et qui a abandonné toute perspective d'intervention dans la classe ouvrière telle qu'elle est afin de gagner ses éléments les plus avancés à la conscience révolutionnaire.

Mais l'IG pourrait trouver un marché pour ses bobards contre la LCI dans les milieux plus larges de la gauche française, comme par exemple la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), qui a au premier tour ouvertement joué les rabatteurs pour le front populaire – une coalition de partis ouvriers réformistes et de partis bourgeois – et a appelé à voter Chirac au second tour. La LCR a tellement gagné de notoriété en tant que voix « respectable » de l'« extrême gauche », que toute une série de réformistes et de centristes se précipitent maintenant vers elle pour un

nouveau regroupement dont le but est de reconstruire un front populaire avec un visage « antifasciste » combatif. Le fait que l'IG puisse à peine critiquer la LCR dans ses récentes missives et toutes ses pages de récriminations contre la LCI en dit long.

La voie parlementaire vers le fascisme ?

L'IG a d'abord poussé les hauts cris parce que nous disions que le score de Le Pen était essentiellement un succès électorale, et que la thèse selon laquelle le fascisme était imminent servait à cimenter un front national derrière Chirac. Puis l'IG s'est lancé dans un nouveau prêche (8 juin) dans le cyber-espace : « Prétendre qu'un parti électorale ne peut pas être fasciste est une thèse social-démocrate classique. » (« Le Front national est en première ligne des menées capitalistes pour un "Etat fort" en France » [traduit par nos soins]). Et nous apprenons que « les nazis de Hitler ont joué le jeu électorale de la bourgeoisie, et ne l'ont abandonné qu'après s'être saisis du pouvoir. » Durant ces trois années de « jeu électorale » qui ont mené à la victoire nazie l'Allemagne était pratiquement en état de guerre civile : les sections d'assaut de Hitler attaquaient les Juifs et les syndicalistes et il y avait sans cesse, dans les rues de Berlin et d'autres grandes villes, des batailles rangées entre les nazis et les milices communistes.

L'IG fulmine sur la lutte contre le fascisme, mais c'est lui qui minimise la véritable horreur qu'est le fascisme triomphant. Il y a quelques années ils sont devenus fous furieux quand le Parti de la Liberté (FPÖ) du fasciste Jörg Haider est entré dans le gouvernement de coalition autrichien. Ce n'était pas la première fois que le FPÖ était au gouvernement en Autriche, mais, alors que, de 1983 à 1986 le FPÖ était en coalition avec le Parti socialiste (SPÖ), cette fois-ci le SPÖ était exclu de la coalition. C'est en grande partie à cause de cela que les sociaux-démocrates et leurs larbins à leur gauche ont organisé une vague de manifestations « antifascistes » dans toute l'Europe. Et là aussi l'IG a joué les combattifs et protesté contre notre remarque que la victoire de Haider était essentiellement un phénomène électorale.

Comme l'expliquait Trotsky dans « Où va la France ? » (octobre 1934) : « La signification historique du fascisme est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent déjà incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique. » Mais, comme nous l'avons noté dans notre polémique contre l'IG sur cette question, ce n'est pas le cas en Autriche où les organisations de gauche de la classe ouvrière semblent remarquablement intactes compte tenu de la menace fasciste dont l'IG faisait le battage. Dans son article sur « l'Etat fort » [strong state], l'IG répond finalement à notre question lourde de sens « Alors, est-ce que l'IG pense que l'Autriche est fasciste aujourd'hui ? » :

« Les rédacteurs cyniques de *Workers Vanguard* savent parfaitement que nous ne prétendons pas que l'Autriche et l'Italie soient fascistes parce que des partis fascistes y ont des strappings dans la coalition gouvernementale. Mais ce qui est plus fondamental c'est que les œillères parlementaires de la LCI l'empêchent de voir que, même si la dictature fasciste n'est pas à l'ordre du jour, la campagne pour un "Etat fort" bonapartiste représente un réel danger dans l'immédiat. Ces dernières années, la bourgeoisie dans son ensemble et ses lieutenants réformistes dans le mouvement ouvrier ont fait passer des mesures d'Etat policier dans toute l'Europe, aux

Visitez le site Web de la LCI !
www.icl-fi.org

Etats-Unis et dans tout le monde capitaliste. La guerre terroriste actuelle des impérialistes "contre le terrorisme" intensifie cette campagne. Le véritable danger que représentent Le Pen et ses congénères, c'est que, dans divers pays où ils ont historiquement une présence, les fascistes jouent le rôle de fer de lance de cette campagne. » [traduit par nos soins]

C'est du double langage. Dans une déclaration du 4 mai, l'IG fait une analogie entre la réélection de Chirac et l'élection en 1932 à la présidence en Allemagne de Hindenburg, un militariste archiréactionnaire, qui a remis le pouvoir à Hitler un an plus tard. L'IG, après avoir insisté que le fascisme était un danger imminent, nous assure qu'il n'y a aucun danger que les fascistes prennent le pouvoir, qu'ils se contenteront de strapontins dans des gouvernements constitutionnels. L'IG, de façon stupide mais délibérée, confond des situations très différentes. La bourgeoisie allemande s'est tournée vers les fascistes au début des années 1930 pour réprimer un prolétariat insurgé, dans le contexte d'une grave crise sociale et alors qu'elle désirait venger sa défaite dans la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui il y a en Europe de l'Ouest une crise économique conjoncturelle dans laquelle les millions d'ouvriers immigrés que l'on avait fait venir auparavant sont maintenant considérés comme en « surplus ».

Bien sûr, les partis fascistes en Europe jouent en ce moment principalement le rôle d'un groupe de pression sur les partis qui administrent l'ordre capitaliste. Mais c'est en grande partie sous les auspices de partis sociaux-démocrates à la tête de gouvernements de front populaire que la guerre contre les immigrés a été lancée au niveau de tout un continent. Le but de cette guerre est de désarmer la classe ouvrière face aux attaques constantes contre son niveau de vie et à un taux de chômage à deux chiffres. La bourgeoisie n'a pas pour l'instant besoin de se servir des bandes fascistes car sa machine d'Etat « démocratique » est tout à fait adéquate pour accomplir le boulot de répression et de terreur nécessaire pour mater la classe ouvrière.

L'IG nous critique pour avoir observé qu'« il n'y a pas de terreur fasciste effrénée contre les immigrés en ce moment en France » et rétorque en parlant de « la police infestée de fascistes qui a mis les quartiers immigrés en état de siège. » Et si la police n'était pas infestée de fascistes, est-ce qu'elle se conduirait différemment? L'IG fait comme si c'était une révélation qu'en France non seulement la police mais aussi l'armée, les commandos anti-avortement et les agences de sécurité anti-syndicats sont pleines de fascistes. Les communistes savent depuis longtemps que l'Etat capitaliste et ses auxiliaires ont des tas de nervis fascistes à leur disposition. Mais cela ne veut pas dire que les attaques de ces agences de l'Etat contre la classe ouvrière et les opprimés sont l'équivalent de la montée du fascisme. Ce qu'impliquent les « révélations » banales mais passionnées de l'IG, c'est qu'il doit y avoir dans certains endroits du monde des polices dans lesquelles il n'y a pas de fascistes, ce qui ressemble fort au fantasme social-démocrate selon lequel il peut y avoir des « bons flics » au service du peuple.

Ce que l'IG cherche à camoufler en parlant d'un « Etat fort » c'est précisément ce dont Lénine parlait avec insistance dans son ouvrage marxiste clé sur la question de l'Etat, *l'Etat et la révolution* (1917), à savoir que la machine brutale de la répression de l'Etat capitaliste c'est *le fonctionnement normal de la démocratie bourgeoise*. L'Etat capitaliste, que ce soit sous sa forme démocratique,

bonapartiste ou fasciste, c'est la dictature de la bourgeoisie.

Nous marxistes nous battons contre toute intensification de la répression de l'Etat capitaliste et contre chaque pas vers le bonapartisme. C'est pourquoi la LTF a tant insisté dans sa propagande avant, pendant et après les élections, sur la nécessité de mobiliser le prolétariat contre Vigipirate et contre toute la campagne sécuritaire raciste qui a servi de mécanisme essentiel pour lier les ouvriers à leur « propre » bourgeoisie. Plutôt que les discours ambigus de Norden sur les fascistes et l'« Etat fort », ce que le mouvement ouvrier doit comprendre c'est que le front populaire de Jospin a pavé la voie à l'intensification de la répression bonapartiste, il en a y compris écrit les lois pour Chirac et Cie. Des pans entiers des « pouvoirs spéciaux » du plan Vigipirate renforcé adoptés sous Jospin ont maintenant été intégrés dans les nouvelles lois Chirac.

Les fuyards de la « mort du communisme »

Pour l'IG, si la LCI s'est soi-disant écartée du trotskysme révolutionnaire, c'est parce que nous avons reconnu que la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a provoqué dans le monde une régression du niveau de conscience de la classe ouvrière. Cependant, l'impact qu'aurait cette défaite historique sur le prolétariat était tellement évident que les membres de l'Opposition de gauche de Trotsky aux Etats-Unis en parlaient déjà il y a des dizaines d'années. Dans leur « Plateforme de l'Opposition communiste » de 1929 ils déclaraient :

« L'effondrement de la Révolution russe en tant que dictature du prolétariat signifierait que le mouvement révolutionnaire en Europe et en Amérique, ainsi que les soulèvements des peuples coloniaux dont le principal point de soutien aujourd'hui est la victoire de la révolution d'Octobre, subiraient un recul de plusieurs décennies. Cet effondrement serait suivi d'une domination inégalée de la réaction dans le monde, et conduirait à une restauration de la domination impérialiste mondiale sans précédent depuis 20 ou 30 ans. »

Les conséquences réactionnaires de la contre-révolution sont manifestes. Les partis communistes de masse qui exis-

La vérité sur l'Internationalist Group

Une collection de documents et articles de la LCI, traduits de l'anglais et de l'espagnol et/ou publiés dans le Bolchévik, qui documentent la défection du trotskysme de l'IG et la trahison de classe au Brésil de la LQB.

Inclut notamment :

- « Mémoire sur les perspectives et les tâches » de la LCI, janvier 1996
- « Pablisme de la deuxième mobilisation – Une défection inavouée du trotskysme », juillet 1996
- « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice – L'IG couvre des trahisons au Brésil : mains sales, mensonges cyniques », juillet 1997
- « Mexique : pour la révolution ouvrière ! – La "gauche" sème des illusions dans le PRD nationaliste-bourgeois », août 1997
- « La lutte pour une section française de la LCI dans le monde post-soviétique », printemps 1998

3€

Commandes à l'adresse du journal

taient en Italie et en France et qui, même si leur politique était réformiste, étaient tout de même le reflet d'une certaine identification avec la révolution d'Octobre de la part de nombreux ouvriers, ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. C'est d'ailleurs en grande partie à cause de l'impact du climat de réaction actuel sur la classe ouvrière que la bourgeoisie ne voit pas de menace prolétarienne à l'horizon et qu'elle n'a donc pas besoin du fascisme pour assurer son pouvoir.

L'IG lui-même est le produit de la démoralisation causée par la vague de réaction et de triomphalisme impérialistes proclamant la « mort du communisme », qui a balayé la planète avec la destruction des acquis de la révolution d'Octobre par la contre-révolution capitaliste en 1991-92. Ses diktats prétentieux pour soi-disant changer le monde sont le signe de son désespoir. Par exemple, ses appels claironnants à vaincre l'impérialisme US en Afghanistan adressés à des forces non spécifiées (serait-ce les tribus afghanes?), ou ses appels tonitruants, au milieu d'un concert d'unité nationale pour la « République française », à boycotter les élections en France. L'IG ment pour justifier une réalité qu'il a lui-même inventée.

L'IG affirme que la LCI a redéfini « le Front national français comme parti électoral plutôt que fasciste » pour prétendre que nous avons abandonné toute lutte pour mobiliser le prolétariat. Pourtant lorsqu'il y a eu un vrai danger fasciste, le Premier mai, quand il y avait la possibilité d'une mobilisation de milliers de nervis fascistes à Paris, la LTF a déclaré: « Il faut des mobilisations de masses pour repousser ce danger! » Mais cela, l'IG le rejette parce que nous montrions que l'obstacle à une telle mobilisation c'était les dirigeants sociaux-démocrates qui mobilisaient des centaines de milliers de personnes à bonne distance des fascistes et qui leur disaient de voter pour Chirac. Contrairement à l'IG avec ses grands discours agitateurs bidons, nous nous rendons compte que notre petite organisation en France n'a pas encore suffisamment d'influence et de racines dans la classe ouvrière (et la « section française » fantôme de l'IG encore moins!) pour pouvoir mettre en pratique notre appel à défendre le Premier Mai des travailleurs. C'est à se demander si Norden et son compère Negrete sont tellement absorbés par leurs illusions de grandeur mégalomanes qu'ils croient vraiment que s'ils appellent les ouvriers à faire quelque chose, les ouvriers le feront. Mais en fait c'est du pur cynisme qui, loin d'être tourné contre les dirigeants traîtres actuels de la classe ouvrière, s'accommode d'eux.

Le fait que la LTF ait un moment considéré la possibilité de donner un soutien critique à LO a tellement excité l'IG

qu'ils ont fabriqué encore un autre mensonge: nous aurions prétendument fait une offre de « soutien critique conditionnel » à LO. Comme nous l'avons dit, le front populaire et Vigipirate sont deux axes de collaboration de classes entremêlés qui maintiennent le régime capitaliste en France. En refusant de soutenir le front populaire au premier tour des élections, et en refusant de voter Chirac au second, LO s'écartait d'un demi-pas de la collaboration de classes. Si LO avait fait un pas entier et s'était opposé à Vigipirate et à la campagne raciste, nous aurions sans état d'âme donné un soutien critique à LO lors de ces élections, autrement dit nous aurions voté et fait campagne pour eux, tout en opposant à chaque pas notre programme révolutionnaire à leur politique réformiste.

En fait, lorsqu'une organisation rompt avec les formes de collaboration de classes existantes, c'est précisément une base pour considérer un soutien critique. Non pas parce que ce serait une sorte de mesure de la sincérité du parti réformiste ou centriste en question, mais parce que cela indique une pression de la base, et donc la possibilité de gagner une partie de cette base au parti et au programme révolutionnaires. Avoir recours à la tactique du soutien critique donne aussi l'occasion de s'adresser aux ouvriers qui sont attirés par une opposition à la politique de collaboration de classes.

Laisser passer de telles occasions sans même les considérer, c'est rejeter le processus de scissions et de fusions pour construire un parti révolutionnaire de taille suffisante; cela montre que l'on a abandonné toute intention réelle de forger un parti d'avant-garde léniniste. La notion de regroupement pour l'IG consiste davantage à accorder comme chez McDonald's des franchises basées sur des documents politiques grandiloquents et qui ne signifient rien. Prenez par exemple le premier groupe qui a adhéré à la Ligue pour la Quatrième Internationale de l'IG, la Liga Quarta-Internacionalista do Brasil. Nous avons rompu nos liens avec ce groupe quand nous nous étions aperçus qu'ils n'étaient que des opportunistes qui voulaient à n'importe quel prix défendre leurs postes à la tête du syndicat des travailleurs municipaux de Volta Redonda, un syndicat infesté de flics. Ils ont, dans ce but, intenté une série de poursuites judiciaires contre leurs rivaux, faisant appel à l'Etat capitaliste pour remanier la direction du syndicat à leur avantage. Lorsque nous avons dénoncé cette trahison, les presses de l'*Internationalist* (le journal de l'IG) ont tourné à fond pour nier et semer la confusion (voir: « Des documents judiciaires prouvent qu'ils ont poursuivi le syndicat en justice - L'IG couvre ses trahisons au Brésil: mains sales, mensonges cyniques », in « La Vérité sur l'Internationalist Group », supplément au *Bolchévik* n° 145, printemps 1998).

Depuis ses débuts l'IG montre que sa méthode c'est la conciliation de forces non ouvrières, et il ment effrontément au service de ces aspirations. Si nous avions vraiment calomnié leurs camarades brésiliens, ce que nous n'avons pas fait, l'IG aurait pu simplement publier les documents légaux qui selon eux prouvent leur innocence. Mais il y a peu de gens qui peuvent aller à Volta Redonda pour voir la vérité de leurs propres yeux, alors les mensonges de l'IG contre la LCI ont pas mal marché auprès des opportunistes syndicaux et des réformistes aux USA. Mais en ce qui concerne les élections françaises, ça ne marche pas aussi bien: même l'idiot du village peut s'apercevoir que l'IG ment. ■

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen Cedex 1
Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

Fête de l'Humanité :

La LCR offre ses services au PCF et à la bourgeoisie

Le PC ne se remet pas de la débâcle électorale qu'il a subie après ses cinq années de bons et loyaux services rendus dans le gouvernement capitaliste de Jospin. Avec le ministère des transports, il a été la cheville ouvrière de la politique anti-ouvrière et anti-immigrés du gouvernement. Après ces cinq années de « sale boulot », le mécontentement de beaucoup de militants est tel que la seule solution qu'a trouvée la direction de la fête de *l'Humanité* des 14 et 15 septembre derniers pour y faire face a été de supprimer un grand nombre de débats.

Un des rares forums où, sous la pression de l'assistance, un débat a eu lieu, a été celui intitulé « quelle gauche reconstruire ? » Présent à la tribune aux côtés de tous les représentants des partis de l'ex-front populaire, Krivine a repris la position de la direction de la LCR que François Coustal, du bureau politique de la LCR, avait développée dans une interview dans *l'Humanité* du 30 août lors de l'université d'été de la LCR : « Pas d'hostilité aussi de notre part au principe d'un soutien ou d'une participation à un gouvernement de gauche. À deux conditions. L'obtention d'un accord avec les autres composantes sur des mesures emblématiques anticapitalistes. [...] Quant au projet d'une force politique nouvelle, l'idée de la LCR est relativement claire. Ce n'est pas un parti révolutionnaire, mais un mouvement anticapitaliste de lutte rassemblant des gens d'origines politiques diverses, des syndicalistes, des animateurs des mouvements sociaux. »

Si Krivine et Coustal ont bien raison sur un point, c'est que ce n'est pas un parti révolutionnaire qu'ils construisent ! Une camarade a pu intervenir pour démasquer les prétentions frauduleuses de Krivine à offrir une alternative au PCF alors qu'il déclare être prêt à entrer dans un futur gouvernement de gauche. Elle a posé le problème de quelle alternative il faut face à un PCF qui a siégé pendant cinq ans dans un gouvernement de la bourgeoisie qui a mis en place le plan raciste Vigipirate renforcé, plan de guerre contre les immigrés et de déportation massive des sans-papiers. Elle a rappelé que Krivine, comme le PCF, le PS et toutes les directions syndicales, a appelé à voter Chirac,

le candidat de la bourgeoisie. C'en était trop pour le président de séance qui, à ce moment, a arraché le micro des mains de notre camarade.

Deux jours avant la fête, Robert Hue s'était permis dans *l'Humanité* du 12 septembre de critiquer la LCR de la gauche, critique ô combien hypocrite. Attaquant « le mouvement de contestation du capitalisme » en disant qu'il ne se fixe pas « pour but de lui opposer une alternative », Hue s'amuse : « Il n'y a vraiment pas de quoi effaroucher les tenants d'un alignement à gauche sous hégémonie sociale-réformiste », insistant « Alors je persiste, et je signe : il faut un parti révolutionnaire de notre temps pour cette révolution de notre temps. »

C'est bien sûr du pur cynisme de la part d'un parti comme le PCF, qui a prouvé son réformisme depuis des dizaines d'années. Mais au fond les « gauches » de la LCR, comme « Débat militant » (ex-Voix des travailleurs) ne font pas autre chose que Robert Hue quand ils disent à leurs jeunes membres qu'ils sont contre les appels de la LCR à l'ONU pendant la guerre d'Afghanistan, ou qu'ils sont révolutionnaires, voire que les statuts de la LCR stipulent qu'ils sont pour la dictature du prolétariat. Leur blabla contre le centralisme démocratique, sur le pluralisme de la LCR, etc., sert à maintenir les militants subjectivement révolutionnaires dans l'unité avec les réformistes (Besancenot, Coustal) qui, eux, mettent consciemment en place leur programme, le programme de la LCR, quand ils étalent ouvertement dans les pages de *l'Humanité* qu'ils veulent participer au prochain gouvernement capitaliste de front populaire.

La classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire, un parti trotskyste luttant contre la collaboration de classes que pratiquent le PCF et la LCR. La LCI et sa section en France luttent pour construire un tel parti qui ne cherche pas à réformer le capitalisme et à faire croire que l'État bourgeois pourrait être au service des ouvriers, mais à renverser ce système pourri par une révolution ouvrière internationale et instaurer une économie planifiée sur cette planète. ■

Irak...

Suite de la page 2

guerres mondiales. La guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens. La guerre impérialiste, c'est l'expression concentrée du fonctionnement « normal » du système capitaliste, qui condamne chaque jour d'innombrables personnes dans le monde à la mort, du fait de la malnutrition, du manque de soins et des « accidents » industriels.

En Allemagne le social-démocrate Schröder vient de remporter les élections et a stoppé la tendance en Europe de l'Ouest à passer à des gouvernements de droite. Sa victoire était largement due au sentiment pacifiste profond dans la population. La réaction américaine à cette victoire était glaciale. Mais il est erroné et dangereux d'entretenir l'illusion que Schröder serait le candidat de la paix. C'est sous Schröder et Fischer, le ministre Vert des Affaires étrangè-

res, que les chars de la Bundeswehr sont sortis de l'Allemagne pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale. Schröder est contre l'invasion de l'Irak mais il est pour *accroître* la présence militaire allemande dans sa sphère d'influence, comme les Balkans, et maintenant aussi l'Afghanistan. Cela ne va qu'enflammer encore plus les rivalités interimpérialistes dans les Balkans, tout en libérant des troupes américaines et autres pour le Proche-Orient.

Il y a des bases militaires américaines permanentes dans pratiquement tous les pays d'Europe, notamment en Italie, en Allemagne et en Grèce, et l'opposition à ces bases jouera un grand rôle dans les manifestations antiguerre dans ces pays ces prochains mois, comme c'était déjà le cas en 1999 pendant la dernière guerre des Balkans avec la base d'Aviano en Italie. Comme nous le disions à l'époque dans une déclaration internationale de la LCI (publiée dans *Spartacist* édition française n° 33, printemps 2000) :

«L'appel de RC [Rifondazione Comunista] à fermer les bases aériennes de l'OTAN en Italie est soulevé du point de vue du nationalisme italien et dans l'intérêt d'une Europe capitaliste plus forte dirigée contre ses rivaux impérialistes (comme les Etats-Unis). Nous, trotskystes, ce n'est pas à l'Etat bourgeois que nous faisons appel, mais au contraire au prolétariat italien pour des actions contre les bases des Etats-Unis et de l'OTAN, à partir desquelles cette guerre meurtrière est lancée contre les intérêts de tous les ouvriers qu'ils soient serbes, italiens, albanais ou américains. Nous disons: Ecrasons l'alliance contre-révolutionnaire de l'OTAN par la révolution ouvrière!»

L'impérialisme ailleurs signifie le racisme et la guerre des classes ici : Pour une lutte de classe en France !

Comme toujours la terreur impérialiste à l'étranger cela veut dire davantage de répression et d'enrégimentation sur le plan intérieur. Le gouvernement Bush s'est servi du meurtre de milliers de personnes lors de l'attaque du World Trade Center pour déclarer une «guerre contre le terrorisme» sans fin contre tous les ennemis supposés, à l'étranger ou non. En France aussi, le mot d'ordre d'«unité nationale» contre le terrorisme a été utilisé pour mobiliser la population derrière l'aventure militaire meurtrière en Afghanistan. En premier lieu le dernier gouvernement de Jospin/Gayssot a mis en place la campagne de terreur raciste Vigipirate afin de lutter «contre le terrorisme». Vigipirate renforcé signifiait la chasse aux sorcières et des rafles contre les immigrés à la peau foncée, et quiconque les flics considéraient comme ayant un look «arabe».

Depuis l'arrivée de la droite au pouvoir, Vigipirate a été partiellement institutionnalisé, et la campagne raciste répressive contre les immigrés et leurs enfants a été augmentée. Avec la vague de lois racistes et répressives mises en place par la droite, les enfants de 13 ans peuvent maintenant être jugés en tant qu'adultes et jetés en prison. Sarkozy veut dépouiller les Tsiganes de leurs voitures et de leurs caravanes (leurs seuls biens !) et les déporter en masse. C'est maintenant la politique du gouvernement que seules des femmes françaises peuvent se faire acheter sur les trottoirs du pays, pendant qu'on déporte les prostituées étrangères, dont beaucoup ont fui la misère dans des pays ravagés par les déprédations impérialistes, et qui aident leur famille là-bas. On exige de la Turquie qu'elle respecte toutes sortes de «droits de l'homme» pour pouvoir entrer dans l'Union européenne, au moment même où en France tous les droits démocratiques et les libertés les plus précieux, fruit de siècles de luttes, sont taillés en pièces dans la «guerre contre le terrorisme». On pourrait croire que la «douce France» et sa «Liberté, égalité, fraternité» offrira bientôt moins de libertés démocratiques que la Turquie, ou... que les Etats-Unis si vilipendés par les chauvins français ! L'extradition de Paolo Persichetti, un militant de gauche italien, l'arrestation et l'emprisonnement d'Ahmed Meguini, la condamnation à la prison du syndicaliste Alain Hébert de Cherbourg, montrent aussi comment le mouvement ouvrier est visé par le gouvernement actuel.

Vigipirate et les lois sécuritaires touchent en premier lieu les immigrés et leurs enfants, mais ces attaques visent aussi la classe ouvrière toute entière. La bourgeoisie utilise le racisme pour diviser et affaiblir la classe ouvrière. C'est la raison pour laquelle, par exemple, l'Article 1 de la fonction publique interdit l'embauche des non-Français. Mais avec Vigipirate on voit aussi comment les gares et les aéroports

ont été militarisés et les travailleurs sujets à des fouilles et des «vérifications d'identité». Ces mesures de «sécurité» racistes servent à intimider les travailleurs ; elles seront également utilisées contre les travailleurs dans le cas d'une grève dans les aéroports ou les chemins de fer. Déjà le gouvernement propose un «service minimum» à la SNCF car les grèves peuvent être considérées comme une «menace» à la «sécurité publique» et même tomber sous le coup de l'arsenal de mesures «antiterroristes» que le gouvernement met en place. Pour défendre ses propres intérêts la classe ouvrière doit s'opposer à la campagne sécuritaire raciste et à la guerre impérialiste sur une base internationaliste et prolétarienne.

Nos frères de classe aux Etats-Unis, les dockers organisés dans le syndicat ILWU sont menacés par la *militarisation* des ports par l'armée au cas où ils partiraient en grève en période de guerre. En réponse, le comité exécutif du Local n° 10 de l'ILWU a voté la résolution suivante le 10 septembre :

«Considérant que le comité exécutif international a pris position contre la guerre US en Irak en 1990, considérant que l'administration Bush prépare une nouvelle guerre contre l'Irak, considérant que, sous couvert de «sécurité nationale» Bush va essayer de recruter les syndicats à sa campagne de guerre pour le compte des grandes compagnies pétrolières, considérant que la question de la «sécurité nationale» est utilisée par l'administration Bush et la PMA [l'autorité portuaire] pour miner les négociations, le Local n° 10 décide de s'opposer à toute nouvelle guerre contre l'Irak et appelle tous les autres locaux et organisations syndicales à adopter la même position ; il décide de soutenir et participer à la manifestation antiguerre du 14 septembre à San Francisco.»

D'autres syndicats dans le monde comme le Canadian Labor Council (conseil des syndicats canadiens) ont adopté également des motions contre la guerre.

Les syndicats d'Air France, menacée de privatisation, devraient appeler les travailleurs à empêcher les expulsions par avion d'immigrés. Par exemple, un commandant de bord s'est opposé le 3 juillet à la déportation vers le Maroc de Slimane Tarfass (*l'Humanité*, 23 septembre). A la SNCF un obstacle majeur à des luttes défensives victorieuses c'est le soutien d'une partie des travailleurs à Vigipirate, soutien qui enchaîne directement les ouvriers à la police, ces chiens de garde de l'ordre bourgeois raciste. Flics, hors des syndicats ! A bas Vigipirate ! A bas le «service minimum» qui vise le droit le plus fondamental de la classe ouvrière : le droit de faire grève ! A bas l'Article 1 de la fonction publique ! Pleins droits de citoyenneté pour *tous* les immigrés !

On voit avec l'usine de Renault-Sandouville au Havre l'importance stratégique de l'unité entre travailleurs français et immigrés. Pendant les années de conjoncture économique favorable Renault a utilisé des milliers d'intérimaires sans droits venant en partie des ghettos à forte composante immigrée, pour faire augmenter les cadences pour tout le monde. La campagne sécuritaire contre les jeunes des banlieues a pour objet de les terroriser pour qu'ils ne bronchent pas. Maintenant, avec la récession, Renault veut se débarrasser d'un seul coup de 900 intérimaires et augmenter encore les cadences. Pour briser ce cercle infernal nous avançons la perspective de syndiquer les intérimaires et CDD pour lutter pour le même statut pour tous. Contre l'augmentation du chômage, échelle mobile des salaires et des heures de travail !

Mais, loin de faire le lien entre la lutte de classe et le racisme en France avec la nécessité de lutter contre la guerre



Le Bolchévik



Le Bolchévik

Des milliers de Chinois formaient le gros de la manifestation pour les sans-papiers le 7 septembre à Paris. Nous avons vendu des centaines de journaux en chinois à ces travailleurs qui ressentent dans leur propre chair le lien entre leur oppression ici et la misère créée par les « mesures de marché » de la bureaucratie de Pékin, que beaucoup ont fuies pour se retrouver maintenant ici sans droits du tout. Nous avons été pris à partie par quelques manifestants français, choqués par notre panneau en français de « Défense militaire inconditionnelle de la Chine », qu'ils trouvaient non seulement faux mais hors de propos. Les travailleurs et les opprimés ne peuvent pas gagner de nouveaux acquis s'ils abandonnent ce qu'ils ont déjà gagné internationalement. Il suffit de voir comment le monde a changé depuis que la contre-révolution capitaliste a détruit l'Union soviétique : les capitalistes ne ressentent plus d'obstacles pour démanteler l'Etat-providence et d'autres conquêtes, chèrement acquises, du mouvement ouvrier en Europe de l'Ouest, et ils cherchent à dévier les luttes ouvrières contre cette offensive en dressant les ouvriers originaires d'ici contre ceux d'origine immigrée, et ceux qui ont des papiers contre ceux qui n'en ont pas. Au niveau international il n'y a plus la puissance militaire soviétique pour restreindre les impérialistes, et le monde est plongé dans de nouvelles guerres, depuis les Balkans jusqu'à l'Afghanistan en passant par le Proche-Orient. C'est pourquoi la lutte pour défendre les acquis de la Révolution chinoise de 1949 a tout à voir avec la lutte de classe ici, et l'opposition à notre propre impérialisme ailleurs.

impérialiste, beaucoup des partis qui se disent « communistes », ou peut-être « révolutionnaires » et « de la classe ouvrière », se tournent vers Jacques Chirac et son gouvernement très droitier pour qu'il fasse quelque chose pour s'opposer aux Etats-Unis. Ils veulent éviter de déchaîner la colère de la classe ouvrière et des jeunes issus de l'immigration dans les banlieues des grandes villes. *L'Humanité* (18 septembre) parlait ainsi en termes diplomatiques à propos de la guerre, « des risques d'embrasement » « du côté des opinions publiques culturellement et historiquement attachées au monde arabe. » La bourgeoisie craint que la colère et le désespoir des banlieues se déchaînent autour de la question d'une guerre en Irak (comme c'était déjà le cas en 1991), car les populations à la peau foncée ici s'identifient beaucoup avec les populations assiégées au Proche et au Moyen-Orient. ***Défense du peuple palestinien ! Troupes et colons hors des territoires occupés !***

Le PC donne le ton de l'opposition social-chauvine à la guerre américaine. Dans un discours à la fête de *L'Humanité*, Robert Hue a dit :

« J'estime qu'il est de mon devoir de dire que si le président de la République et la droite se mettaient au garde-à-vous devant George Bush, alors ce serait le pire abandon d'une certaine idée de la France dans le monde. Non, monsieur le président de la République, ne faisons pas jouer à la France le rôle supplétif des Etats-Unis. »

— *L'Humanité*, 16 septembre

Le PCF tente de faire passer son propre impérialisme pour plus démocratique ou de le faire passer pour un Etat du tiers-monde, dominé par le seul et véritable impérialisme des USA. En réalité, ce n'est pas la bourgeoisie américaine

qui exploite et opprime les travailleurs et immigrés en France, mais des capitalistes français ; après Jospin/Gaysot c'est les Raffarin, Chirac, Sarkozy qui gèrent l'Etat bourgeois et qui matent les luttes sociales.

Les réformistes et les centristes propagent tous sans exception le mensonge que l'impérialisme c'est simplement une politique que l'on peut modifier en faisant pression sur l'Etat capitaliste. Dans le pays, ils propagent l'illusion qu'il serait possible pour l'Etat capitaliste d'agir dans l'intérêt des exploités et opprimés. C'est pour cela qu'ils font croire que Chirac pourrait mener une *meilleure* politique impérialiste. Mais, comme le soulignait Lénine quand il polémiquait contre des conceptions similaires du social-démocrate allemand Karl Kautsky, l'impérialisme c'est « le stade suprême du capitalisme » ; il est marqué par la concentration et la domination du capital financier, la prééminence de l'exportation du capital, et la concurrence entre les pays capitalistes avancés pour contrôler les marchés et les sphères d'exploitation. La guerre est un produit inéluctable du système capitaliste.

Ensemble avec le PCF, des dirigeants de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) comme Krivine ainsi que Nick Barrett de « Socialisme par en bas », ont signé le 8 septembre une déclaration du Forum social européen à Bruxelles qui disait : « Mais nous avons encore la possibilité d'influencer les gouvernements européens puisque beaucoup sont opposés à cette guerre. Nous lançons donc un appel en direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également

Libération immédiate d'Ahmed Meguini !

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Comité de défense sociale (CDDS) du 23 août. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe. Ses objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de la LTF.

Pour écrire au CDDS : MBE 167, 108 rue Damrémont, 75018 Paris.

Ahmed Meguini vient d'être condamné à huit mois d'emprisonnement dont trois mois ferme, et plus de mille euros d'amende. Il est enfermé depuis le 24 juillet à Strasbourg, dans des conditions extrêmes : isolement total et autorisation de parler refusée. Il a été arrêté alors qu'il manifestait avec le festival «No Borders» le 24 juillet à la frontière avec l'Allemagne, en faveur de la liberté de circulation et de la solidarité entre les peuples et pour réclamer la fermeture des centres de rétention. Il a été condamné sans la moindre preuve sur la base de «témoignages» de flics, soi-disant pour avoir frappé un flic lors de la manifestation. Comme l'explique Camille, militante et témoin de la scène : «Pendant que le regroupement rejoignait le campement poussé par la police, ils ont utilisé une technique d'incursion en pointe tapant sur les gens pour se frayer un chemin jusqu'à Ahmed. C'était véritablement une chasse au faciès» (*l'Humanité*, 12 août). D'autres militants allemands, espagnols et français sont aussi sous la menace de poursuites. Nous exigeons la libération immédiate d'Ahmed Meguini et la levée de toutes les inculpations !

Cette arrestation a lieu dans un contexte où le nouveau gouvernement de droite de Chirac/Raffarin/Sarkozy a mis en place de nouvelles lois sécuritaires racistes qui mettront en prison des enfants de 13 ans, et supprimeront les allocations familiales des familles des enfants enfermés. Les mesures initiées sous Vigipirate par le gouvernement PS-PC de Jospin sont maintenant institutionnalisées et rendues encore plus répressives par le gouvernement de droite. C'est une tâche urgente pour les travailleurs de s'opposer à cette augmentation des forces répressives de l'Etat, qui vise en premier les immigrés et leurs enfants mais au fond représente une attaque contre tous les travailleurs : diviser pour mieux régner. **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas les camps de rétention ! Aucune expulsion !**

Toute cette répression fait partie du fonctionnement normal de la démocratie capitaliste. Le système capitaliste pourrissant signifie plus d'exploitation, de terreur raciste, de guerres, de misère et de sang. Cette répression montre aussi cruellement la réalité des frontières entre Etats capitalistes, y compris dans l'«espace de Schengen» où la «libre circulation» sert de paravent à la forteresse Europe raciste. Pour abolir les frontières, il faudra d'abord exproprier les capitalistes au cours de révolutions ouvrières et avancer vers une société socialiste internationaliste sans classes.

Ce genre de répression brutale contre «No Borders» envoie le message qu'on ne tolérera pas les groupes de gauche qui s'opposent à l'Etat. Nous disons : Une attaque contre un c'est une attaque contre tous ! **Levée de toutes les inculpations ! Libération immédiate d'Ahmed Meguini !**

Envoyez vos contributions financières à l'ordre d'AAU à : (il)legal team, c/o CAE, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris



Ludovic Careme pour Libération

d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre» (*l'Humanité*, 18 septembre). Dans un tract national du 9 septembre, la LCR conclut : «Obligeons nos gouvernements, Chirac, Schroeder, à rompre avec Bush, à empêcher cette sale guerre.» Non contente d'avoir voté Chirac le 5 mai pour «barrer la route au FN», maintenant la LCR compte une nouvelle fois sur lui pour «empêcher cette sale guerre» (quitte à dire à l'occasion qu'ils ne lui font «aucune confiance», comme dans l'éditorial de *Rouge* du 12 septembre) !

Ceux qui appellent à une lutte *pour* que Chirac agisse contre la guerre sont un obstacle à la lutte *contre* Chirac. Notre perspective c'est de faire l'unité la plus large de la classe ouvrière et de ses alliés internationaux, sur la base de la **lutte des classes** et de faire comprendre à la classe ouvrière et à la jeunesse antiguerre que, comme le disaient les trotskystes avant la Deuxième Guerre mondiale :

«La lutte contre la guerre, justement comprise et menée, présuppose l'hostilité sans compromis du prolétariat et de ses organisations, toujours et partout, envers sa propre bourgeoisie et n'importe quelle autre. [...]

«La lutte contre la guerre et sa cause sociale, le capitalisme, présuppose un soutien direct, actif, sans équivoque des peu-

ples coloniaux opprimés dans leurs luttes et guerres contre l'impérialisme. Une position neutre équivaut au soutien de l'impérialisme.»

– «Résolution sur la conférence contre la guerre du Bureau de Londres» de la conférence pour la IV^e Internationale (29-31 juillet 1936)

Dans la Ligue communiste internationale/Ligue trotskyste de France nous disons : **Pour une lutte de classe ici contre le pouvoir capitaliste ! Défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste ! A bas l'embargo de famine de l'ONU ! USA, ONU, France et toutes les forces impérialistes, hors de l'Asie centrale et du Proche-Orient !**

Une organisation qui semble se démarquer du marais pro-Chirac, c'est Lutte ouvrière (LO), qui dénonçait déjà dans son numéro du 6 septembre «toute l'hypocrisie des Etats européens face à l'escalade belliciste de Bush» et qui rappelle que «depuis dix ans, après avoir participé pour la plupart militairement à la guerre du Golfe, les gouvernements européens sont restés solidaires de la politique américaine contre l'Irak». Fort bien, mais LO ne met en avant aucune perspective prolétarienne de lutte de classe contre la guerre et en défense de l'Irak.

Au moment de la guerre impérialiste contre la Serbie en



Sans crédit

Terreur policière raciste à Lille-Sud le 5-6 juillet après le sursis accordé aux flics assassins de Riad Hamlaoui.

1999, LO était ouvertement en bloc politique avec les pro-impérialistes de la LCR qui poussaient pour des forces de l'OSCE européenne plutôt que de l'OTAN dominée par les Etats-Unis. A l'époque, LO manifestait avec la LCR derrière des mots d'ordre comme «Ni OTAN, ni Milosevic! Autodétermination pour le Kosovo!» au moment où les bombes pleuvaient contre les Serbes. Elle dénonce maintenant les violences policières et le racisme alors que lorsque Jospin était encore au pouvoir, particulièrement après le 11 septembre 2001, elle était restée silencieuse sur Vigipirate et sur la campagne policière raciste, et elle avait salué les manifés de gendarmes (voir notre article «Après trois mois de silence sur Vigipirate – Lutte ouvrière salue les manifestations réactionnaires des flics», paru dans *le Bolchévick* n° 158, hiver 2001-2002). Avec ces positions LO capitulait face à la campagne sécuritaire de Jospin et montrait qu'elle ne s'opposait à celui-ci qu'en surface. Mais c'est le gouvernement PS-PC-Verts qui a pavé la voie au gros score électoral de Le Pen, et ensuite le 5 mai à l'élection plébiscitaire de Chirac due à l'hystérie orchestrée sur la «délinquance».

Dans leur numéro du 17 mai ils se plaignaient encore de la «quasi-disparition de la présence de policiers dans les quartiers populaires» (voir notre tract «Pourquoi nous n'appelons toujours pas à voter LO» publié dans *le Bolchévick* n° 160, été 2002). La semaine suivante ils tournaient en dérision les mesures sécuritaires de Sarkozy, en se plaignant qu'elles «relèvent plus du cinéma que d'autre chose, et qu'elles ne régleront rien, en tout cas rien de fondamental, à l'insécurité qu'elles prétendent combattre» (*Lutte Ouvrière*, 24 mai). Quant aux flash-balls, loin de s'y opposer LO se lamentait qu'ils «coûtent de 1000 à 3000 euros pièce. En équiper réellement des milliers de membres de la police de proximité coûterait une petite fortune.»

Si pour LO le *mot* «Vigipirate» reste tabou, dans les faits ils multiplient maintenant les articles contre le racisme et ils sont actifs dans le mouvement des sans-papiers. Ils revendiquent les «mêmes

droits» pour les immigrés et insistent même qu'il en va de l'intérêt de tous les travailleurs de lutter pour les sans-papiers et contre la division de la classe ouvrière. C'est remarquable pour LO qui d'habitude réduit la classe ouvrière à une masse homogène où le racisme disparaît.

Comment concilier cela avec leur ligne pro-flics d'il y a quelques mois seulement? Ce n'est pas que LO ait changé de programme, c'est qu'ils s'adaptent aux mobilisations de sans-papiers contre le nouveau gouvernement de droite. Ils disent qu'ils faut virer non pas les sans-papiers, mais les patrons et même que «le capitalisme n'est ni contrôlable, ni réformable, il faut le renverser» (*Lutte Ouvrière*, 20 septembre). Mais comment? L'obstacle c'est les illusions, la fausse conscience, que les réformistes distillent dans la classe ouvrière, notamment sur la question de l'Etat. Pour que les travailleurs acquièrent une véritable conscience révolutionnaire, il leur faut un parti léniniste multiethnique qui se batte contre les obstacles réformistes et centristes. La LCR était particulièrement grotesque avec son soutien au vote Chirac. Mais le rôle de LO n'est pas moins pernicieux. L'action de LO dans le mouvement des sans-papiers a pour but de faire pression sur le parlement et le gouvernement. C'est le contraire de notre lutte pour lier les sans-papiers à la puissance du mouvement ouvrier organisé. Celui-ci doit se battre pour défendre l'intégrité du prolétariat en repoussant les attaques contre son secteur le plus vulnérable. En ce qui concerne leur travail «dans les boîtes», l'approche de LO est totalement économiste: incroyable mais vrai, depuis *quatre mois* (juin à septembre, soit pratiquement depuis la mise en place de ce gouvernement réactionnaire), *pas un seul* des éditoriaux des bulletins d'entreprise hebdomadaires de LO, qu'ils diffusent en masse devant les usines, n'a eu *un seul mot* contre le racisme ou en défense des sans-papiers. De cette manière LO singe et renforce la conscience bourgeoise arriérée dans le prolétariat. Nous nous battons au contraire pour rendre la classe ouvrière

A propos du livre de Monique Hervo
Chroniques du bidonville : Nanterre en guerre d'Algérie (Seuil, 2001)

Le Bolchévick n° 158 (Hiver 2001-2002)

Une lettre de Monique Hervo

Cher ami,

Je suis impardonnable pour ne pas vous avoir remercié plus rapidement au sujet de l'article paru dans le *Bolchévick* n° 158 ainsi que pour votre lettre que j'ai appréciée. L'article est excellent.

Je vous souhaite très bonne continuation pour votre journal. Bon courage à toute l'équipe.

Monique Hervo.

politiquement consciente qu'il faut lutter pour combattre toutes les manifestations de l'oppression avec les méthodes de la lutte des classes. Nous nous battons pour construire un parti comme le *tribun populaire* bolchévique de Lénine. Comme nous le disions dans notre lettre ouverte à Lutte ouvrière du 10 mars (voir le *Bolchévik* n° 159, printemps 2002):

«L'indifférence à l'oppression raciale est la conséquence directe d'une perspective de *collaboration de classes*. La méthode fondamentale des réformistes est de chercher des alliés dans un secteur ou un autre de "leur" bourgeoisie nationale. Ils ne cherchent pas en tout cas des alliés dans les couches de la classe ouvrière qui sont victimes d'une oppression spécifique.»

Quand nous parlons d'une révolution, cela signifie la construction d'un parti comme les Bolchéviks en 1917 qui ont pu mener la classe ouvrière au pouvoir basé sur des soviets. En fait, LO se limite à des appels à plus de combativité ouvrière; celle-ci est nécessaire et importante, mais en soi pas suffisante pour faire une révolution. D'habitude les bureaucrates syndicaux blâment les travailleurs pour leur soi-disant manque de combativité, mais en réalité ce sont ces dirigeants traîtres qui la dévient vers le parlementarisme bourgeois. LO dit que le «monde du travail» «peut faire reculer le gouvernement de droite comme il l'a fait par les grèves de 1995 contre le gouvernement Juppé. C'est pourquoi nous devons cette année nous préparer à mener, par la lutte et la grève, une contre-offensive contre le patronat et l'Etat» (*Lutte Ouvrière*, 6 septembre). Pour élargir les grèves de 1995 vers une perspective de défier le système capitaliste tout entier, il aurait fallu faire le lien entre le secteur public et le privé – notamment le lien entre les immigrés et les travailleurs français –, et soulever l'opposition à la guerre dans les Balkans de l'époque. Il fallait pour cela un vrai parti bolchévique et c'est cette perspective que nous avons alors cherché à donner. Mais loin de là tous les groupes de l'époque ont canalisé la lutte de décembre 1995 vers la construction d'un nouveau gouvernement *capitaliste* PS-PC-Vers (et chevènementistes), avec l'aide du PCF, la LCR et... Lutte ouvrière.

Défense de l'Irak! Pour la révolution permanente!

Aucun groupe se réclamant du trotskysme en France ne se prononce pour la défense de l'Irak contre l'attaque impérialiste imminente. Il est instructif de regarder l'attitude qu'a prise la Quatrième Internationale de Trotsky lors de la guerre sino-japonaise à la fin des années 1930. Quand l'impérialisme japonais a envahi la Chine semi-coloniale en 1937, les trotskystes ont mis en avant une politique de défensisme révolutionnaire par rapport à la Chine, qui était alors dirigée par Chiang Kai-shek du Guomindang, le bourreau de la Révolution chinoise de 1925-1927. La Quatrième Internationale avait adopté une résolution sur «La lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient» lors de sa conférence de fondation de 1938, qui disait:

«La défaite de l'impérialisme japonais non seulement ouvrira la voie à la révolution en Chine et au Japon, mais encore favorisera de nouvelles vagues de révoltes dans toutes les colonies des puissances impérialistes[...]. Un soutien révolutionnaire à la lutte de la Chine ne signifie cependant pas que les révolutionnaires doivent fournir une couverture au régime failli du Kouo-mintang et à la bourgeoisie chinoise [...]. La

libération nationale de la Chine et l'émancipation des masses chinoises de toute exploitation ne peuvent être accomplies que par les masses chinoises elles-mêmes, alliées avec le prolétariat et les opprimés du monde entier.»

De même aujourd'hui, il faut combiner la mobilisation des masses irakiennes contre une attaque impérialiste avec la lutte pour renverser le régime sanglant de Saddam Hussein. De même des grèves ouvrières en opposition à l'attaque impérialiste contre l'Irak dans d'autres pays producteurs de pétrole, comme l'Algérie, feraient avancer la perspective d'une révolution ouvrière dans ces pays. Dans les années 1950 l'Irak avait un puissant mouvement prolétarien sous la direction du Parti communiste (PCI). Le renversement, par un coup d'Etat militaire, de la monarchie soutenue par les Britanniques, avait ouvert la voie à une situation révolutionnaire où le prolétariat aurait pu prendre le pouvoir, si le PCI stalinien n'avait pas subordonné la lutte aux nationalistes. Cette trahison a pavé la voie à un bain de sang contre les travailleurs, les Kurdes et les communistes aux mains du Parti baas nationaliste bourgeois. Saddam Hussein était à l'époque une étoile montante du Baas, et la CIA a fourni les listes de ceux qu'il fallait assassiner.

De la Révolution chinoise de 1925-1927 à la Révolution irakienne de 1958, le programme stalinien de la «révolution par étapes», qui subordonne le prolétariat à une bourgeoisie nationale soi-disant «anti-impérialiste», n'a apporté que la défaite aux travailleurs. De l'Egypte à l'Irak et l'Iran, des régimes nationalistes bourgeois ont fonctionné comme agents locaux de la domination impérialiste et de l'arriération. Malgré l'indépendance formelle, les bourgeoisies semi-coloniales du Proche-Orient restent dépendantes de l'impérialisme et elles craignent tout défi à leur domination de classe de la part du prolétariat et des opprimés.

Il faut forger des partis trotskystes qui se basent sur la perspective de la révolution permanente: on ne peut briser les chaînes du joug impérialiste que par une révolution ouvrière qui détruit la domination bourgeoise, dans le cadre d'une lutte pour la révolution socialiste mondiale, en particulier dans les citadelles impérialistes. Ce n'est que dans une fédération socialiste du Proche-Orient que l'on pourra réaliser les droits nationaux des nombreux peuples de la région, des Palestiniens aux Kurdes qui se répartissent sur l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie.

La Ligue communiste internationale souscrit à l'injonction de Lénine que les révolutionnaires «ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexion, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes.» Nous luttons dans les organisations de masse du prolétariat pour une nouvelle direction révolutionnaire, qui défende les intérêts de tous les travailleurs ici, y compris ceux d'origine immigrée, et qui les mobilise en solidarité révolutionnaire avec les travailleurs des pays soumis au pillage et aux attaques des impérialistes. Nous luttons pour une révolution socialiste ici et internationalement; c'est le seul moyen de mettre fin à la guerre et à l'oppression impérialiste. Cela exige de construire des partis ouvriers révolutionnaires comme celui des bolchéviks de Lénine, en France et dans le monde entier, en reforgeant la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste. ■

Chine...

Suite de la page 3

comme résultat un progrès social massif, y compris le développement de l'industrie. Mais, face aux économies des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe de l'Ouest, l'industrie chinoise, avec une productivité du travail relativement faible, ne peut être compétitive sur le marché mondial. En abandonnant le monopole d'Etat du commerce extérieur, la bureaucratie de Pékin ouvre l'économie de la Chine à des pressions impérialistes encore plus importantes.

Avec l'adhésion récente de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les impérialistes occidentaux et japonais exigent que les barrières commerciales qui existent encore en Chine soient éliminées ou radicalement réduites. Pékin a pour la première fois accordé à une banque étrangère – la Citibank américaine – le droit de fournir des réserves de devises étrangères à des clients chinois. Le régime a promis d'éliminer à terme toutes les restrictions qui empêchent les banques étrangères de proposer des services dans la monnaie locale aux clients chinois. Ces mesures donneront aux banquiers occidentaux et japonais des points de contact directs en Chine avec les entrepreneurs, les hommes d'affaires ruraux et autres forces favorables à la restauration du capitalisme.

Pendant ce temps, les Etats-Unis imposent des droits de douane allant jusqu'à 30 % sur les importations d'acier en provenance de Chine et d'autres pays! Plusieurs pays exportateurs d'acier, confrontés au protectionnisme américain et décidés à profiter de la réduction des droits de douane chinois dans le cadre de l'accord sur l'OMC, ont fortement augmenté leurs exportations vers la Chine, faisant ainsi dégringoler les revenus de la plus importante société sidérurgique chinoise, Baoshan Iron & Steel.

Les porte-parole du régime déclarent ouvertement que le processus d'ajustement de l'économie aux conditions de la concurrence internationale stipulées par l'OMC, va conduire à un *triplement* du taux de chômage, qui est déjà en hausse, au cours des trois prochaines années; et ils déclarent que jusqu'à dix millions d'ouvriers perdront leur emploi chaque année. Ce chiffre pourrait même être sous-évalué. Les banquiers et les universitaires occidentaux estiment que le taux de chômage est actuellement autour de 9 à 10 %. Dans les villes de la région de l'industrie lourde sinistrée, on l'estime habituellement à 25 %. Contrairement à ce qui se passe dans les sociétés capitalistes, les industries d'Etat chinoises sont censées maintenir les prestations sociales pour les ouvriers licenciés; personne n'est expulsé de son logement subventionné. Mais les entreprises d'Etat subissent une forte pression qui les pousse à réduire ce genre de prestations sociales, car les banquiers étrangers exigent que le gouvernement central cesse de renflouer ces entreprises.

C'est parmi la paysannerie que l'OMC fera les plus grands ravages, à mesure que les droits de douane sur les produits étrangers seront fortement réduits. D'après certaines estimations, jusqu'à 40 millions de paysans chinois seraient déplacés si les exigences de l'OMC sont appliquées. Etant donné le caractère arriéré des techniques agricoles chinoises, même les fermiers relativement aisés seraient incapables de concurrencer les produits importés des pays capitalistes avancés. Les régions les plus pauvres du Nord et de l'Ouest, qui incluent la plus grande partie

des minorités ethniques de la Chine, seraient particulièrement touchées, ce qui aggraverait l'écart de niveau de vie qui se creuse entre l'arrière-pays rural et les régions côtières de l'Est en plein boom. De plus, du fait que depuis le milieu des années 1980 les responsables locaux sont chargés de récolter les fonds nécessaires aux services publics, la population rurale subit des impôts exorbitants, notamment sous forme d'amendes, qui servent aussi à remplir les poches de responsables corrompus. Ceci a eu pour résultat une flambée de manifestations et d'émeutes paysannes.

Cependant, les effets réels de l'adhésion de la Chine à l'OMC ne sont pas déterminés à l'avance. Les règles édictées par l'OMC pour le commerce entre pays membres, de même que tous les autres accords internationaux entre Etats souverains, ne s'imposent pas d'elles-mêmes, et sont en général appliquées avec des infractions. Les gouvernements signataires se déclarent officiellement d'accord pour respecter les règles et les décisions de l'OMC et, si nécessaire, pour modifier en conséquence leur politique existante. Mais si un Etat membre viole ces règles, ouvertement ou subrepticement, ses partenaires commerciaux n'ont d'autre recours que d'exercer des représailles économiques (exactement comme avant que l'OMC n'existe). C'est ainsi que l'Union européenne menace maintenant d'augmenter les droits de douane sur toute une gamme d'importations américaines, en représailles contre la récente augmentation des droits de douane américains sur l'acier décidée par Bush (une augmentation qui violait incontestablement les règles de l'OMC).

De toute évidence, la direction actuelle de la bureaucratie stalinienne chinoise n'a pas adhéré à l'OMC avec l'intention de violer ses règles et de se mettre ainsi à dos les classes dirigeantes américaine, japonaise et européennes. Mais la crainte grandissante de l'agitation sociale intérieure peut la pousser à le faire.

Il y a trois ans, Mark Groombridge et Claude Barfield, deux économistes américains de droite, ont publié sur l'adhésion de la Chine à l'OMC, alors en cours de négociation, un livre où ils exprimaient leur scepticisme sur la possibilité que les dirigeants chinois soumettent les entreprises d'Etat (EE) à une concurrence internationale sans restriction :

« Les auteurs considèrent qu'il est naïf de penser que la Chine permettra aux EE de prendre des décisions basées uniquement sur des considérations commerciales. La Chine tente de restructurer ses EE depuis 1978, en faisant de cette restructuration une priorité absolue depuis 1984. Bien que des progrès considérables aient été accomplis dans certains cas, il est clair que les facteurs commerciaux ne sont pas les seules considérations : des facteurs politiques et sociaux, ainsi que des facteurs économiques douteux comptent également. Politiquement, certains dirigeants chinois considèrent toujours les EE comme un outil pour protéger les dirigeants de l'Etat contre des forces intérieures et étrangères hostiles, en préservant le contrôle des ressources stratégiques. »

– *Tiger by the Tail: China and the World Trade Organization* [Le tigre par la queue: la Chine et l'Organisation mondiale du commerce] (1999)

L'inquiétude des auteurs, c'est que si le gouvernement chinois ne restructure pas son économie selon les diktats de Wall Street et de Washington, « l'OMC sera confrontée après l'adhésion de la Chine, pendant plusieurs années, à des dysfonctionnements et des soubresauts débilissants ».

A leur manière, ces idéologues de droite reconnaissent

La Révolution de 1949 a libéré les femmes de l'esclavage séculaire, que symbolisait le bandage des pieds qui les mutilait (photo de gauche). A droite, une remise de diplômes universitaires aujourd'hui. Les « réformes de marché » du régime du PCC minent les acquis des femmes.



Joseph Abeles Collector



Shanghai Century Publishing

que la Chine n'est pas actuellement un Etat capitaliste. Les effets économiques réels de l'adhésion seront déterminés par la lutte de la classe ouvrière chinoise et des travailleurs ruraux contre les privations provoquées par les « réformes de marché » introduites par la bureaucratie stalinienne au pouvoir. Cette caste bureaucratique, une couche parasitaire qui administre l'économie collectivisée issue de la Révolution de 1949, joue de plus en plus ouvertement et directement le rôle de courroie de transmission des pressions du capitalisme mondial sur l'Etat ouvrier déformé chinois.

Une révolution politique prolétarienne qui chasserait la bureaucratie et instaurerait le pouvoir des conseils d'ouvriers et de paysans rétablirait une économie centralement planifiée, et avec elle le monopole d'Etat du commerce extérieur. Ceci nécessiterait de se retirer de l'OMC et de dénoncer ou de réviser radicalement certains des autres accords économiques négociés par le régime de Pékin avec les puissances capitalistes. Nous ne préconisons pas ici un retour à l'autarcie économique de l'époque de Mao. Dans toute la mesure du possible, un Etat ouvrier chinois doit tirer parti de la division internationale du travail en encourageant un haut niveau d'exportations et d'importations. En même temps, un régime des conseils d'ouvriers et de paysans serait soumis à une intense hostilité impérialiste, à la fois militaire et économique (par exemple un embargo économique). Ceci souligne le lien inextricable entre la défense des acquis de la Révolution chinoise et la lutte pour la révolution socialiste au niveau international.

L'Etat ouvrier et le monopole du commerce extérieur

Certains militants de gauche chinois évoquent la Nouvelle politique économique (NEP) développée par l'Etat ouvrier soviétique en 1921, afin de justifier l'adhésion de la Chine à l'OMC et les « réformes orientées vers le marché » en général. Une telle comparaison est fondamentalement erronée. Contrairement aux « réformes » de Deng Xiaoping, Jiang Zemin et Cie., la NEP était considérée comme un moyen temporaire de revitaliser l'économie de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre 1917. En plus des destructions provoquées par la Première Guerre mondiale, après la révolution l'industrie avait été dévastée encore un peu plus par trois ans de guerre civile et un embargo impérialiste. Mais la différence la plus importante est que les

bolchéviks de Lénine et Trotsky luttèrent pour l'*extension internationale* de la révolution, en particulier aux pays capitalistes avancés. Alors même que la NEP était appliquée à l'intérieur du pays, les bolchéviks consacraient la plus grande partie de leurs efforts à construire la Troisième Internationale (communiste) – une internationale de partis révolutionnaires dont la tâche était de diriger la classe ouvrière pour renverser l'ordre capitaliste mondial.

Lénine décrivait la NEP comme une « retraite stratégique » par rapport aux politiques appliquées pendant la guerre civile, quand le jeune Etat ouvrier s'était défendu avec succès contre l'invasion impérialiste et les armées blanches contre-révolutionnaires. Sous le « communisme de guerre », le régime soviétique réquisitionnait les céréales de la paysannerie pour nourrir son armée et les ouvriers des villes. Ceci provoqua un fort mécontentement chez les paysans, qui commencèrent à refuser de livrer les céréales. La dictature du prolétariat dans la Russie arriérée devait s'appuyer fortement sur la paysannerie, qui constituait l'immense majorité de la population. Avec la guerre civile tirant à sa fin et le reflux de la vague révolutionnaire qui avait déferlé sur l'Europe après la Première Guerre mondiale, les craquements dans la *smytchka* (alliance) entre le prolétariat et la paysannerie rendirent nécessaire de toute urgence un tournant politique.

Pour faire tourner l'économie, le régime bolchévique fit une série de concessions aux forces du marché. Sous la NEP, les paysans furent autorisés à vendre sur le marché les surplus par rapport aux quotas qu'ils étaient obligés de vendre à l'Etat. La petite industrie (employant moins de 20 personnes) fut encouragée. Les industries d'Etat durent vendre leurs produits sur le marché, donnant aux paysans quelque chose à acheter en échange de leur production. Des facilités furent accordées aux investissements étrangers dans des usines louées ou des joint-ventures, même si l'hostilité impérialiste bloqua dans une large mesure de tels investissements.

Elément crucial, le commerce restait sous le contrôle de l'Etat. Lénine et Trotsky collaborèrent pour faire repousser les propositions de certains éléments de la direction bolchévique, dont Staline, qui allaient dans le sens d'un affaiblissement du monopole d'Etat du commerce extérieur. Quand Nikolai Boukharine proposa d'avoir recours à des droits de douane pour protéger l'économie soviétique, Lénine répliqua :

«[...] aucune politique douanière ne peut être effective à l'époque de l'impérialisme et du contraste monstrueux entre les pays pauvres et les pays incroyablement riches. Boukharine se réfère plusieurs fois à la protection douanière, sans voir que, dans ces conditions, n'importe quel pays industriel riche peut briser entièrement cette protection. Il lui suffit de mettre en vigueur une prime à l'exportation pour l'entrée en Russie des marchandises qui, chez nous, sont imposées d'une prime douanière. N'importe quel pays industriel est assez riche pour cela, et grâce à cette mesure il peut abattre à coup sûr notre industrie nationale.

«C'est pourquoi tous les raisonnements de Boukharine sur la politique douanière n'impliquent rien d'autre, en pratique, qu'une tentative de laisser l'industrie russe sans la moindre défense et le passage, recouvert du voile le plus léger, au système du commerce libre.»

— « Le monopole du commerce extérieur » (décembre 1922)

Lénine conclut : « il ne peut être question d'aucune politique douanière sérieuse actuellement, à l'époque de l'impérialisme, en dehors du système du monopole du commerce extérieur ». Cette bataille avec Boukharine, qui à cette époque représentait une petite minorité dans le parti, préfigurait une bataille similaire menée par Trotsky au milieu des années 1920, quand Boukharine et Staline étaient aux commandes du parti.

Industrialisation et internationalisme prolétarien

Si la NEP réussit à revitaliser la vie économique, elle créa aussi une couche de spéculateurs, de petits négociants et de paysans aisés (koulaks), qui exerçaient une influence corrosive sur l'appareil de l'Etat ouvrier. Lénine était très inquiet du danger que cela représentait, particulièrement quand ces couches trouvèrent des porte-parole parmi les responsables de l'Etat et les dirigeants du parti. Lénine, exclu de la vie publique par ses problèmes de santé pendant l'année qui précéda sa mort, en janvier 1924, mena une de ses dernières batailles contre la bureaucratie qui se développait et exerçait une pression conservatrice sur l'avant-garde prolétarienne numériquement réduite organisée dans le Parti bolchévique.

Dès avril 1923, Trotsky mettait en garde contre le danger que représentait la « crise des ciseaux » (le manque de produits manufacturés en quantité suffisante en échange des denrées agricoles, qui conduisait les paysans à refuser de livrer de la nourriture aux villes). Début octobre, il écrivit au comité central bolchévique pour demander qu'il s'attelle à la nécessité urgente d'une industrialisation planifiée et ouvre une campagne contre le bureaucratisme dans le parti. Plus tard au cours du même mois, l'échec de la révolution allemande attendue ébranla les espoirs des ouvriers soviétiques qu'une révolution prolétarienne en Europe mettrait fin à l'isolement désespéré de la république soviétique. La démoralisation qui gagnait la classe ouvrière renforça le « triumvirat » alors au pouvoir de Staline, Zinoviev et Kamenev, qui représentaient la vision conservatrice et la perspective nationaliste de la couche bureaucratique en voie de consolidation.

Une opposition antibureaucratique hétéroclite qui exigeait une planification économique et une accélération de l'industrialisation se constitua autour de Trotsky pendant la période préparatoire à la treizième conférence du parti, qui eut lieu en janvier 1924. Lors de cette conférence, l'Oppo-

sition de gauche fut bureaucratiquement vaincue par Staline et ses alliés du triumvirat. Avec le recul du temps, Trotsky écrivait dans son article de 1935 « L'Etat ouvrier, thermidor et bonapartisme » :

« L'écrasement de l'Opposition de gauche signifia, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, le passage du pouvoir, des mains de l'avant-garde révolutionnaire aux mains des éléments les plus conservateurs de la bureaucratie et des sommets de la classe ouvrière. 1924, voilà l'année du commencement du Thermidor soviétique. »

Fin 1924, Staline proposa la « théorie » du « socialisme dans un seul pays ». Initialement développé comme justification de l'autarcie économique, ce dogme antimarxiste servit plus tard de justification idéologique à la bureaucratie pour renier la cause de la révolution prolétarienne internationale ; c'était une tentative futile de se concilier l'impérialisme mondial. Comme l'écrivait Trotsky dans son ouvrage de référence, *la Révolution trahie* (1937) :

« La tergiversation en présence des exploitations paysannes individuelles, la méfiance à l'égard des grands plans, la défense d'un développement au ralenti, le dédain du problème international, tels sont les éléments qui, réunis, formèrent la théorie du "socialisme dans un seul pays", formulée pour la première fois par Staline au cours de l'automne 1924, après la défaite du prolétariat en Allemagne. Ne pas nous hâter en matière d'industrialisation, ne pas nous brouiller avec le moujik, ne pas compter sur la révolution mondiale et, tout d'abord, préserver le pouvoir bureaucratique de toute critique ! »

Boukharine, qui avait émergé comme le théoricien principal du régime bureaucratique, avançait l'idée du « socialisme à construire même sur une base de misère technique » et faire toujours davantage de concessions aux paysans riches. En 1925, il lançait aux koulaks « enrichissez-vous », une politique potentiellement fatale de conciliation avec des forces sociales qui chercheraient inévitablement à restaurer le capitalisme en Russie. Encouragés par la bureaucratie, les « Nepmen » devenaient de plus en plus nombreux : à la fin de 1926, presque 60 % de la main-d'œuvre industrielle travaillait dans la petite industrie privée, sous la coupe de petits capitalistes qui contrôlaient l'approvisionnement et la



Basil Blackwell, Inc.

Des militants de l'Opposition de gauche trotskyste exilés en Sibérie commémorent l'anniversaire de la révolution d'Octobre en 1928. La banderole dit : « Dirigez le feu contre la droite, le koulak, le Nepman et le bureaucrate, pas en paroles, mais en actes ».

distribution. Les Nepmen et les koulaks exigeaient l'autorisation de vendre leur production sur le marché mondial et d'importer des produits industriels et de consommation.

La politique de conciliation de plus en plus marquée de la bureaucratie vis-à-vis des koulaks conduisit à un conflit d'intérêts au sein du triumvirat, en dressant Zinoviev et Kamenev, avec leurs bases prolétariennes à Leningrad et à Moscou, contre la politique prokoulaks de Staline et Boukharine. Pendant l'été 1925, Staline prit le contrôle de l'organisation du parti à Moscou; plus tard dans la même année, il écrasa la base de soutien de Zinoviev. En 1926, Zinoviev et Kamenev joignirent leurs forces à celles de l'Opposition de gauche de Trotsky pour former l'Opposition unifiée (OU). L'OU préconisait la construction planifiée d'une industrie lourde, qui devait être financée par une augmentation de l'impôt payé par les koulaks. L'Opposition réclamait aussi une hausse des salaires ouvriers et l'utilisation d'incitations économiques pour encourager la collectivisation volontaire chez les paysans les plus pauvres.

En réponse aux tentatives de Boukharine pour affaiblir le monopole du commerce extérieur, la « Plate-forme de l'Opposition » de septembre 1927 affirmait que le monopole d'Etat « est l'arme indispensable de la construction socialiste dans la situation où les pays capitalistes possèdent une base technique plus développée ». Mais, comme l'expliquait ensuite la plate-forme :

« Aucune politique intérieure ne peut nous éviter à elle seule les dangers économiques, politiques et militaires provenant de l'encerclement capitaliste. La tâche intérieure se ramène à se renforcer par une politique de classe juste, par des rapports justes de la classe ouvrière avec la paysannerie et par un acheminement continu dans la voie de la construction socialiste. Les ressources intérieures de l'URSS sont innombrables et rendent la chose tout à fait possible. En utilisant en même temps, dans ce but, le marché capitaliste mondial, nous lions nos futures destinées historiques au développement ultérieur de la révolution mondiale. La victoire de la Révolution mondiale dans les pays avancés rompra l'encerclement capitaliste, nous libérera de lourdes obligations militaires, nous renforcera largement dans le domaine de la technique, accentuera la rapidité de notre développement à la ville, à la campagne, à l'usine, à l'école, etc., nous donnera la possibilité de construire le socialisme, autrement dit, la société où les classes disparaissent, société ayant comme base une technique perfectionnée, une égalité réelle de tous ses membres dans le travail et la répartition des produits du travail. »

Quand la politique de conciliation des koulaks s'avéra être le désastre prédit par l'Opposition, Staline entreprit de purger ses anciens partenaires de bloc boukhariniens et de mettre en œuvre une partie du programme économique de l'Opposition. Ce tournant écarta la menace immédiate d'une restauration capitaliste. N'ayant assuré aucune des bases techniques ou économiques, l'Etat soviétique – avec la brutalité caractéristique de Staline – entreprit de collectiviser la paysannerie et de lancer un rythme d'industrialisation aventureux.

En formant l'OU, Trotsky et Zinoviev-Kamenev partageaient une opposition théorique commune au « socialisme dans un seul pays », et une opposition à la politique économique propaysans de Staline et Boukharine. Cependant, sur la question internationale critique de la révolution chinoise de 1925-1927, qui était en cours, Trotsky et Zinoviev avaient des divergences fondamentales. Sur les instructions du Comintern, le Parti communiste chinois (PCC) était enfoui à l'intérieur du parti nationaliste bourgeois, le Guomindang (Kuomintang), une politique qui devait paver la voie à une défaite sanglante. Avant même la formation de l'OU, Trotsky avait appelé à un retrait complet du PCC du Guomindang. Cette exigence, à laquelle s'opposaient Zinoviev et ses partisans, n'était pas la ligne publique de l'OU.

La plate-forme de l'OU appelait à la « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie », en insistant que la révolution chinoise ne pouvait être qu'une révolution démocratique nationale, et non socialiste. Là encore, c'était à l'opposé de la position de Trotsky. En septembre 1927, Trotsky argumentait que « la tâche à l'ordre du jour est la *dictature du prolétariat* » en Chine. C'est sur la base de l'expérience de la défaite de la Révolution chinoise de 1927 que Trotsky généralisa sa théorie de la révolution permanente, qui avait été confirmée par la révolution d'Octobre : dans des pays à développement capitaliste retardataire, seule la dictature du prolétariat, s'appuyant sur les masses paysannes et luttant pour étendre le pouvoir prolétarien aux pays impérialistes, peut briser les chaînes du despotisme politique et de l'arriération économique et sociale. Dans son article de 1928 « Les erreurs de l'Opposition », Trotsky écrivait :

« L'automne dernier, nous n'avons pas dit publiquement que l'expérience de 1925-27 avait déjà liquidé le mot d'ordre de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie

1989-90: 革命与反革命的对立

“市场社会主义”和毛泽东的遗产
中国往何处去？

中国托洛茨基主义的起源

不断革命与
“反帝统一战线”的对立

0,50 €

Allemagne 1989-1990 : Révolution politique ouvrière ou contre-révolution capitaliste

Le « socialisme de marché » et
l'héritage de Mao
Où va la Chine ?

Révolution permanente contre
« front unique anti-impérialiste »
Les origines
du trotskysme chinois

en chinois



Pour commander, écrire au
Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

pour la révolution chinoise, et qu'à l'avenir ce mot d'ordre conduirait soit à une régurgitation du guomindanguisme soit à des aventures. Nous l'avons prédit tout à fait clairement et précisément. Mais, même sur ce point, nous avons fait des concessions (tout à fait inadmissibles) à ceux qui sous-estimaient la profondeur du reflux sur la question chinoise.»

La Chine à un tournant

Aujourd'hui en Chine, la politique de la bureaucratie stalinienne ressemble de près à celle préconisée par Boukharine, et d'autres après lui. Le régime actuellement au pouvoir à Pékin a écarté même la feuille de vigne du socialisme égalitaire, et beaucoup de ses rejetons aspirent ouvertement à devenir des capitalistes.

Un des critiques les plus acerbes de la corruption engendrée par les «réformes de marché» est la journaliste He Qinglian, qui s'est récemment exilée aux Etats-Unis. Son article «China's Listing Social Structure» [La structure sociale branlante de la Chine] (*New Left Review*, septembre-octobre 2000) fustige la direction du Parti communiste parce qu'elle installe ses rejetons (ses fils et filles), les «princes héritiers», dans les affaires, ce qu'elle appelle le principe «une famille, deux systèmes». C'est un jeu de mots sur la politique appliquée par le régime pour faciliter le retour de la colonie britannique de Hongkong sous contrôle chinois en 1997. Celle-ci se résumait dans la formule «un pays, deux systèmes», en référence au fait que, bien que le pouvoir politique réside à Pékin, Hongkong demeure capitaliste.

Certains responsables se sont mis à leur compte comme exploiters en faisant transiter des fonds vers la Chine via des sociétés bidon à Hongkong, sous la forme d'investissements «étrangers». Il y a eu récemment d'importantes sorties de capitaux hors du pays, malgré des lois contre les exportations de capitaux. Les «princes héritiers» et d'autres entrepreneurs investissent souvent dans d'autres pays via les liens établis dans le cadre des joint-ventures et d'autres transactions avec des hommes d'affaires étrangers.

Décrivant la polarisation sociale croissante de la Chine, He Qinglian écrit :

«Beaucoup de villes chinoises grandes ou moyennes ont maintenant des quartiers riches, souvent gardés par des systèmes de sécurité dernier cri. La consommation est, elle aussi, hautement stratifiée. Des boutiques spécialisées vendent des articles à la mode aux riches ; les échoppes sur les trottoirs proposent des produits bon marché aux pauvres. Le pouvoir politique commercialisé redistribue la richesse à une élite qui se reproduit d'une génération à l'autre. Les membres de la classe moyenne ou des classes inférieures ont une conscience aiguë des mécanismes de dépossession et d'exploitation. Le phénomène le plus flagrant est le contraste entre le sort des cadres supérieurs et celui des ouvriers quand une entreprise d'Etat fait faillite. Les ouvriers sont jetés à la rue sans aucune indemnité, mais un ancien cadre supérieur ou directeur d'usine ne tombe jamais dans le même puits de pauvreté. Au contraire, il sera souvent réemployé par l'acheteur de ce qui reste des actifs de l'entreprise – à cause non pas de ses talents de manager, mais de sa coopération dans la liquidation des propriétés d'Etat. Ce genre de patrons manifestent des tendances de plus en plus antisociales. Il en résulte une augmentation des incidents terroristes, des attaques physiques contre les riches, des arrêts de travail et du sabotage dans les entreprises d'Etat – autant de manifestations de conflits de classes.»

C'est une description saisissante d'un pays au bord de l'explosion. Mais à quoi cela va-t-il conduire ?



Reiser/Bilderberg

Marché aux puces à Moscou. La restauration du capitalisme dans l'ex-URSS a jeté les travailleurs dans une misère terrible.

Beaucoup dans la gauche défendent l'idée antimarxiste que la restauration capitaliste a triomphé en Chine et que la bureaucratie est devenue une classe possédante à part entière (une vision apparemment partagée par He). Cette position est caractéristique de ce qui passe pour du «trotskysme» en Chine, tel que représenté par le groupe Pioneer, basé à Hongkong et associé avec le Secrétariat unifié (SU, dont fait partie la Ligue communiste révolutionnaire de Krivine/Besancenot). Un article publié dans la revue du SU *International Viewpoint* (mars 2002) déclare : «L'écrasante majorité des technocrates et des bureaucrates – l'épine dorsale du PCC – ont bénéficié largement de la restauration de l'économie de marché capitaliste, et ils n'ont assurément aucune raison de renverser son cours.»

Nombreux sont ceux dans la bureaucratie qui aspirent à une place dans la classe dirigeante d'une Chine capitaliste pour eux-mêmes et pour leurs enfants. Mais ceci nécessitera une *contre-révolution sociale* pour détruire l'Etat ouvrier et créer un nouvel Etat bourgeois. Dans *la Révolution trahie*, Trotsky écrivait à propos de l'URSS sous Staline : «La contradiction entre les formes de la propriété et les normes de la répartition ne peut pas croître indéfiniment. Ou les normes bourgeoises devront, d'une façon ou d'une autre, s'étendre aux moyens de production, ou les normes socialistes devront être accordées à la propriété socialiste.» En Chine, malgré l'érosion de l'industrie nationalisée, les entreprises d'Etat constituent encore le cœur de l'économie. Comme l'écrivait Trotsky, la bureaucratie «continue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat».

Depuis son soutien à la contre-révolution du mouvement polonais Solidarność au début des années 1980 jusqu'à la Chine aujourd'hui, en passant par son appui à la contre-révolution dirigée par Eltsine en URSS en 1991-1992, le SU a pris systématiquement fait et cause pour les forces de la contre-révolution «démocratique». Le SU a soutenu à plusieurs reprises des «dissidents» chinois pro-impérialistes qui jouent le rôle d'agents locaux de la restauration capitaliste, et, en novembre dernier, dans un meeting à Tokyo, un porte-parole de Pioneer déclarait que son groupe défendrait l'Etat capitaliste qu'est Taïwan dans une guerre avec la Chine. Contre ce genre de «trotskystes» de contrefaçon, la LCI prend position pour la défense militaire incondi-

nelle de l'Etat ouvrier déformé chinois contre Taïwan ou tout autre Etat capitaliste, ou contre toute menace de contre-révolution capitaliste intérieure. Le combat pour la révolution politique prolétarienne suppose la défense des acquis de la Révolution de 1949.

Prenez garde aux hommes de paille «syndicalistes» de l'impérialisme!

La Fédération pan-chinoise des syndicats (ACFTU), la seule organisation syndicale légalement autorisée en Chine, agit comme le bras séculier de la bureaucratie pour contrôler les ouvriers, y compris dans les zones économiques spéciales (ZES), où les responsables syndicaux agissent ouvertement de concert avec les exploiters capitalistes. Cette année, à l'occasion du Premier Mai - traditionnellement une célébration de la solidarité ouvrière internationale -, des responsables de l'ACFTU, de façon grotesque, ont «rendu hommage» à un groupe d'entrepreneurs capitalistes qualifiés de «travailleurs modèles»!

Des organisations ouvrières indépendantes de la bureaucratie ont commencé à apparaître dans la récente vague de manifestations ouvrières. A Daqing, des ouvriers du pétrole à la retraite ont construit leur propre organisation, opposée à l'ACFTU. D'autres ouvriers ont essayé d'installer une nouvelle direction afin de transformer leur syndicat ACFTU en organisation qui lutte pour leurs intérêts. Toute organisation qui veut défendre les intérêts des ouvriers doit prendre position pour la *défense de l'Etat ouvrier et de ses fondations collectivisées*. Comme nous l'écrivions dans «Révolte des mineurs chinois contre les "réformes de marché"» (*le Bolchévik* n°153, été 2000):

«Une révolution politique prolétarienne commencera sous la bannière des luttes contre l'inégalité sociale et l'oppression politique, comme en 1989. La lutte pour la liberté des syndicats - sur la base de la défense de la propriété socialisée - ainsi que pour le droit de réunion et la liberté de la presse, se développera en lutte pour la démocratie des soviets, pour la formation de conseils ouvriers qui s'opposeront aux parasites bureaucratiques et réprimeront les éléments contre-révolutionnaires. La question centrale est celle de la direction révolutionnaire, qui ne peut être résolue qu'en forgeant un parti léniniste-trotskyiste pour introduire la conscience socialiste révolutionnaire dans la classe ouvrière.»

Alors que les luttes ouvrières se développent en Chine, l'importance centrale de la défense des acquis de la Révolution de 1949 est illustrée par la négative avec l'histoire de

Han Dongfang, qui est présenté par la bureaucratie syndicale américaine de l'AFL-CIO et par les médias capitalistes comme un dirigeant syndical «indépendant». En 1989, Han, qui était cheminot, devint l'un des dirigeants de la Fédération ouvrière autonome de Pékin, une organisation ouvrière qui joua un rôle clé pendant les manifestations de la place Tiananmen. Des groupes similaires se multipliaient dans les autres villes, et étaient rejoints par les propres syndicats ACFTU du régime. L'entrée de la classe ouvrière dans les manifestations à l'initiative des étudiants signifiait le début d'une révolution politique. Confrontée à ce soulèvement prolétarien, la bureaucratie se fracturait, avec des officiers récalcitrants qui refusaient d'appliquer l'ordre de réprimer les manifestations. Finalement, le régime trouva des unités qu'il pouvait mobiliser contre les manifestations et déclencha une campagne de terreur sanglante qui visait directement les ouvriers. Mais ce qui manquait cruellement dans le soulèvement de 1989, c'était une direction révolutionnaire.

Contraint de fuir la Chine, Han parvint jusqu'aux Etats-Unis, où il fut adopté par des députés de droite et la hiérarchie de l'AFL-CIO. Converti au christianisme, Han devint bientôt un «dissident» pro-impérialiste. Il finit par s'établir à Hongkong, où il publie la revue *China Labour Bulletin* (*Bulletin des travailleurs chinois*, qui n'est maintenant disponible que sur Internet), qui inclut une correspondance avec des ouvriers en Chine. Ses apparitions régulières sur les ondes de Radio Free Asia, une émanation du gouvernement américain qui émet en direction de la Chine, montrent quel objectif il poursuit. En 1999, Han et trois autres activistes chinois des «droits de l'homme» ont publié une lettre qui félicitait le député républicain de Californie Christopher Cox pour son «travail courageux pour promouvoir la liberté dans la République populaire de Chine». Cette même année, Cox avait été le fer de lance de la chasse aux sorcières raciste contre le scientifique d'origine taïwanaise Wen Ho Lee; il déclamaient que les dizaines de milliers de personnes originaires de Chine populaire résidant aux Etats-Unis, étudiants, scientifiques et autres, étaient des «agents communistes» potentiels.

En guise de défense des droits des ouvriers, l'officine de Han et d'autres du même genre, comme le «China Labour Watch» [L'observateur des travailleurs chinois] basé à New York, cherchent à faire peser la pression impérialiste sur l'Etat ouvrier déformé chinois. On les encense à l'Ouest comme les précurseurs d'une version chinoise du Solidarność polonais. En France ils reçoivent le soutien actif des lambertistes du Parti des travailleurs (PT). Ainsi la «commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier et démocratique contre la répression en Chine», une émanation du PT, a invité Han Dongfang à son banquet annuel le 16 juin. L'organisation internationale du PT, l'Entente internationale des travailleurs, a publié récemment une brochure sur les Cinq de Liaoyang «avec l'aide du *China Labour Bulletin*» (voir *Informations ouvrières* n° 550, 7-12 août). Cai Chongguo, l'éditeur de la version française du *China Labour Bulletin*, le *Bulletin des travailleurs chinois*, apparaît régulièrement dans l'hebdomadaire lambertiste *Informations ouvrières*. Le *Bulletin* est édité avec l'aide du secteur international de Force ouvrière, le syndicat issu de la scission anticommuniste de la CGT qui avait été manigancée en 1947 par la CIA et l'AFL-CIO. Les lambertistes sont fortement implantés

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3€ pour 4 numéros (1 an) - (incluant Spartacist)

Hors Europe : 4,50€ (avion 6€)

Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

161

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

dans la bureaucratie de FO. Malgré leurs lamentations actuelles sur l'impact désastreux pour la classe ouvrière de la pénétration impérialiste accrue, les lambertistes préconisent depuis longtemps de faire des blocs avec *n'importe qui*, y compris avec la bureaucratie syndicale raciste et anticommuniste de l'AFL-CIO, et avec des opposants déclarés de la propriété collectivisée en Chine, dans le but de restaurer la « démocratie » en Chine, c'est-à-dire le *capitalisme* (voir notre article « En bloc avec la bureaucratie de l'AFL-CIO américaine - le PT de Lambert pour la "démocratie" capitaliste en Chine », le *Bolchévik* n° 152, printemps 2000).

En Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, beaucoup d'ouvriers avaient avalé le mensonge comme quoi la restauration capitaliste leur apporterait la prospérité et un niveau de vie comparable à celui des Etats-Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon. Mais il ne sera pas facile de vendre la « libre entreprise » aux ouvriers chinois, dont beaucoup ont déjà fait l'expérience de la misère de l'exploitation du « marché libre » dans les ZES. Il est indicatif que, pour servir l'impérialisme, Han doive avoir recours à un blabla de gauche pour dénoncer la corruption des cadres riches et l'exploitation capitaliste dans ce genre d'usines.

La lutte pour la libération des femmes

Ce n'est pas par hasard que les femmes ont joué un rôle de premier plan dans les récentes manifestations ouvrières. Si la Révolution de 1949 a apporté d'immenses acquis sociaux et économiques aux femmes chinoises, beaucoup de ces acquis ont été érodés par les « réformes de marché ».

Après 1949, les femmes ont eu accès à l'éducation et au droit d'épouser l'homme de leur choix (ainsi que le droit de divorcer), des droits codifiés par la loi sur le mariage de 1950. Cependant, le poids de l'arriération paysanne traditionnelle empêchait fréquemment ces droits nouvellement conquis de devenir réalité. De plus, l'idéologie stalinienne glorifie la famille, en particulier en Chine où le Parti communiste était basé sur la paysannerie. Les cadres du parti chargés de faire appliquer la loi sur le mariage dans les villages cédaient souvent à la pression des paysans qui voulaient maintenir la structure familiale traditionnelle.

Néanmoins, avec l'établissement d'un développement industriel planifié, les femmes ont été incorporées très rapidement dans la main d'œuvre à de nombreux niveaux, même si certaines discriminations subsistaient. On peut mesurer aujourd'hui les qualifications et l'éducation qu'elles ont conquises en regardant le chantier du gigantesque barrage des Trois gorges, où des femmes ainsi que des hommes conduisent certains des engins de terrassement les plus puissants du monde. Il serait difficile de trouver l'équivalent de ce spectacle dans les sociétés capitalistes même les plus avancées. Et certainement pas dans un pays comme l'Inde capitaliste, qui avant 1949 était à peu près au même niveau de développement social que la Chine, mais qui reste aujourd'hui plongée dans une pauvreté épouvantable, des pratiques anti-femmes barbares et une arriération omniprésente.

Mais aujourd'hui les femmes, dans des villes comme Guangzhou (Canton) représentent seulement le tiers des emplois dans l'industrie d'Etat, contre près de la moitié auparavant. C'est en partie dû à la discrimination contre les femmes les plus âgées. Depuis plusieurs années, l'âge



Spartacist Japan

Le Groupe spartaciste Japon lors d'une manifestation contre l'alliance militaire américano-japonaise en avril 1996. Les panneaux au centre disent : « Pour le droit de l'Etat ouvrier chinois à faire des tests nucléaires et militaires ! » et « Pas un homme, pas un yen pour l'armée impérialiste japonaise ! »

officiel de la retraite pour les femmes est plus bas que pour les hommes. En 1994 le régime a commencé à encourager les « retraites anticipées », puis l'âge de la retraite a été abaissé, au point que dans certaines grandes usines il est maintenant de 42 ans pour les femmes (et 52 pour les hommes). Dans une large mesure, c'est une forme de licenciement déguisé.

Avec un cynisme consommé, le rapport gouvernemental du 29 avril intitulé « Travail et sécurité sociale en Chine » se félicite qu'« au total 30 villes ont jusqu'à présent mis en œuvre un programme de formation à la "création d'entreprise", en offrant une formation aux personnes licenciées et sans emploi qui souhaitent établir une petite affaire ». C'est une mince consolation pour l'immense majorité des femmes qui ont perdu leur emploi. Au milieu des années 1990, une étude réalisée dans la ville économiquement sinistrée de Shenyang, dans le Nord-Est du pays, montrait qu'une large proportion des personnes licenciées étaient des femmes de plus de 35 ans. Beaucoup sont contraintes de survivre misérablement en tenant de petites échoppes. Comme il était à prévoir, il y a aussi une augmentation de la prostitution. Un danger supplémentaire pour les droits des femmes est représenté par le développement de sectes religieuses réactionnaires comme Falun Gong, qui s'oppose à l'avortement et considère que les femmes sont inférieures aux hommes, et où règnent des préjugés anti-homosexuels.

Dans les campagnes, où vivent les deux tiers de la population, les femmes ont énormément souffert depuis le début de la décollectivisation de l'agriculture, qui a commencé en 1978. Même si les communes de l'époque de Mao étaient essentiellement des ensembles étendus de parcelles paysannes arriérées, les femmes avaient accédé à un certain niveau d'égalité. Mais la division de la terre en parcelles attribuées individuellement - la première « réforme de marché » - a insufflé une nouvelle vie aux horreurs séculaires enracinées dans la structure familiale chinoise traditionnelle, comme l'infanticide des filles et l'achat et la

vente d'«épouses». La vie rurale apparaissant comme une impasse pour les jeunes femmes, beaucoup d'entre elles affluent dans les ateliers-prisons des ZES, même si cela signifie travailler jusqu'à 14 heures par jour, avec à peine un ou deux jours de congé par mois.

Comme nous l'écrivions dans «Chine: la misère du "marché libre" prend les femmes pour cible» (*Women and Revolution* n°45, hiver-printemps 1996):

«Une Chine dirigée par des conseils ouvriers et paysans démocratiquement élus n'aurait aucun mal à régler son compte à la racaille qui trafique des êtres humains. Mais pour venir à bout de la pathologie sociale qui a conduit au retour de l'infanticide des filles, à l'abandon d'enfants et à la vente de femmes comme esclaves, il faut remédier à la pauvreté et à l'isolement des masses paysannes, ce qui à son tour exige la modernisation et la mécanisation massives des campagnes, pour jeter les bases matérielles d'une recollectivisation rationnelle de l'agriculture. Cette tâche dépend de l'intégration économique de la Chine dans une Asie socialiste, basée sur la capacité industrielle avancée de pays comme le Japon et l'Australie.»

Pour un parti léniniste-trotskyiste !

La résistance de la classe ouvrière chinoise aux attaques contre ses conditions de vie a créé des fissures au sein même de la caste bureaucratique. La décision du président chinois Jiang Zemin d'inviter les capitalistes à adhérer au PCC a rencontré une opposition interne significative. De peur que des ouvriers mécontents puissent se lier à de tels éléments de gauche, le régime a récemment placé en résidence surveillée un maoïste connu, Wei Wei, et a interdit au moins deux journaux qui publiaient des articles sur la corruption et le sort de la classe ouvrière. (Pour une polémique trotskyste contre les positions de Wei Wei, voir «Whither China? "Market Socialism" and the Legacy of Mao» [Où va la Chine? Le «socialisme de marché» et l'héritage de Mao], *Workers Vanguard* n°743 et 745, 6 octobre et 3 novembre 2000.)

Il y a quelques années, à Shenyang, des vétérans du PCC s'étaient rebellés après l'arrestation d'un responsable local, Zhou Wei. Zhou, un cadre du PCC depuis plus de 40 ans, avait mené une série de campagnes de manifestations et de pétitions dénonçant le gouvernement pour corruption et pour son refus de défendre les paysans, les ouvriers et les retraités comme lui. Les manifestations dans cette ville étaient devenues tellement fréquentes que les barrages routiers du jour étaient annoncés dans les bulletins d'information du matin ! De tels événements illustrent le potentiel qui existe pour forger un nouveau parti communiste égalitaire en Chine. Mais ceci requiert une lutte politique acharnée pour arracher de tels militants à l'impasse du maoïsme et pour les gagner au communisme authentique de Lénine et Trotsky.

Un parti léniniste-trotskyiste chinois mènerait une lutte sans concessions contre le chauvinisme han colporté par le régime nationaliste du PCC. Il chercherait à ce que le prolétariat s'imprègne de la compréhension qu'il doit lutter pour les intérêts de tous les opprimés – depuis les femmes et les homosexuels jusqu'aux paysans pauvres et aux minorités nationales et ethniques.

La défense des travailleurs migrants qui ont afflué dans les villes et les bourgades représente une tâche cruciale. Contraints à accomplir les travaux les plus dangereux et les plus mal considérés, ils sont privés des droits des citoyens

régulièrement enregistrés, et ils sont généralement contraints de vivre dans des quartiers séparés. Dans une situation de montée du chômage, les tensions s'aggravent entre les citoyens et les travailleurs migrants ; les premiers accusent les seconds de leur voler leur emploi et de faire baisser les salaires. Les militants ouvriers doivent lutter pour que ces migrants bénéficient des droits dont jouissent les citoyens régulièrement enregistrés, y compris l'accès au logement et à l'école, et il faut revendiquer «à travail égal, salaire égal».

A ce jour, les manifestations les plus combatives ont généralement été le fait d'ouvriers licenciés, ou d'ouvriers âgés vivant avec une retraite misérable. Ce qu'il faut, c'est de faire entrer dans la bataille le cœur stratégique du prolétariat chinois – ceux qui sont employés dans les industries de base et les transports. Ce sont ces ouvriers qui ont la puissance sociale nécessaire pour chasser la bureaucratie et vaincre les forces de la restauration capitaliste. Mais ceci n'arrivera ni automatiquement ni spontanément. Il faut construire en Chine un parti révolutionnaire d'avant-garde qui pourra unifier dans la lutte tous les secteurs de la classe ouvrière, en alliance avec les travailleurs ruraux et les pauvres des villes.

Avant tout, il faut un parti léniniste-trotskyiste pour donner aux travailleurs chinois une stratégie révolutionnaire basée sur l'internationalisme prolétarien. Pour les ouvriers chinois, même les plus avancés, la perspective d'une révolution socialiste au Japon ou aux Etats-Unis peut sembler lointaine ou utopique. Ce qui est en réalité utopique, c'est de croire qu'il y a en Chine une voie nationalement limitée vers le socialisme. La modernisation de la Chine signifie assurer une vie décente pour tous ses habitants sur la base de l'accès à la technologie avancée et aux ressources productives qui sont actuellement concentrées en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et au Japon ; elle requiert des révolutions prolétariennes dans les centres impérialistes et l'établissement d'une *économie socialiste internationalement planifiée*. La Ligue communiste internationale lutte pour construire les partis révolutionnaires qui sont l'élément indispensable pour conduire la classe ouvrière au pouvoir au niveau international. ■

Spartacist
édition
française
n°31
(automne 1997)

1,50€
(64 pages)

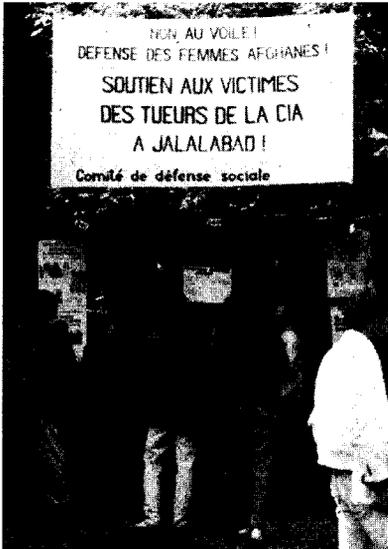
Commande :
Le Bolchévik,
BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10



Femmes...

Suite de la page 32

«l'importation de l'intégrisme algérien» en France, les enquêtes scientifiques montrent qu'en fait les jeunes issus de l'immigration algérienne sont *moins* religieux que les Français de souche! (C'est peut-être parce que le voile est plus visible que la croix qu'on s'imagine le contraire.) Selon l'enquête de l'INED (Institut national d'études démographiques) de 1992, 30 % des hommes nés en France de deux parents nés en Algérie n'ont pas de religion du tout. 60 % de ceux qui ont un seul parent né en Algérie n'ont pas



Le Bolchévik

La LCI a fait campagne internationalement pour défendre les femmes et les victimes des mollahs afghans payés par la CIA lors du siège de Jalalabad en 1989. La LCR, LO, etc., avaient appelé au retrait de l'Armée rouge.

de religion. Pour les femmes, les chiffres sont de 30 % et 58 % respectivement. Par contre, pour la moyenne des Français, seulement 27 % des hommes et 20 % des femmes déclarent qu'ils n'ont pas de religion. Le poids de l'Eglise catholique anti-femmes est énorme dans la société française. Lors des élections présidentielles il y avait deux candidats de l'Eglise (Bayrou et Boutin). Et même le maire de Paris ne peut pas empêcher la mainmise de l'Eglise sur les horaires scolaires : elle insiste que le mercredi reste libre pour le catéchisme. Alors, pourquoi pas défendre la laïcité contre l'intrusion catholique française? Parce que l'objectif de la classe dirigeante est de diviser la classe ouvrière, de maintenir dans la ségrégation cette couche combative d'ouvriers maghrébins de leurs frères de classe dans ce pays. L'école «républicaine» est l'endroit où l'on enraine les valeurs racistes et anti-arabes de la France deux cents ans après la grande Révolution française. La hiérarchie catholique et l'idéologie religieuse du catholicisme représentent un pilier essentiel de la domination de la classe capitaliste en France.

Par rapport à cette histoire du foulard, à l'époque, la LTF a déclaré : « Dans ce pays gangrené par le chauvinisme et la terreur raciste, ces exclusions ne peuvent représenter qu'un acte de discrimination raciale. C'est pourquoi nous les condamnons. [...] Il est clair que dans ce pays l'intégrisme musulman ne pourrait être que l'idéologie d'une communauté horriblement opprimée qui aurait perdu tout espoir de trouver dans la société où elle vit une perspective d'en finir avec cette oppression » (*le Bolchévik* n° 97, novembre-décembre 1989).

Nous luttons depuis toujours pour la séparation de

l'Eglise et de l'Etat, de la mosquée et de l'Etat, contrairement à ces intégristes qui ne cherchent qu'à régler dans les moindres détails la vie privée à travers la loi coranique anti-femmes et réactionnaire. Mais en France, où l'islam ne sera jamais qu'une idéologie de ghetto qui accepte la ségrégation, *l'ennemi principal* ce ne sont pas les intégristes islamistes mais l'Etat capitaliste français - impérialiste, raciste, anti-ouvrier et anti-femmes -, qui opprime les masses laborieuses en Algérie, en Afrique et *ici*.

Alors que nous défendions ces jeunes filles voilées en France, nous avons salué l'Armée rouge en Afghanistan contre les intégristes qui jetaient du vitriol au visage des femmes non voilées et qui tuaient les enseignants des jeunes filles. Nous avons lutté pour l'extension des acquis de la révolution d'Octobre 1917 aux femmes afghanes. Est-ce qu'il y a une contradiction entre notre ligne à l'époque sur le foulard ici en France et le voile en Afghanistan? Pas du tout. La question dans ces deux endroits c'était : « comment défendre les intérêts des femmes et de la classe ouvrière internationale? » En France, nous nous sommes rendu compte que dans les conditions de ségrégation et de terreur racistes auxquelles la population maghrébine était soumise quotidiennement, de mise à l'écart par les directions chauvines des syndicats et des partis de gauche, il était compréhensible que certains jeunes cherchent dans la religion un refuge et une illusoire dignité retrouvée. C'est pourquoi Marx a appelé la religion « le cœur d'un monde sans cœur ». La lutte des marxistes contre l'obscurantisme religieux est inséparablement liée à la lutte pour abolir les conditions matérielles sur cette terre qui induisent le besoin de se réfugier dans des fantasmes célestes. En d'autres termes, elles sont indissolublement liées à la lutte pour la révolution socialiste internationale. En Afghanistan une victoire de l'Armée rouge mettait à l'ordre du jour l'extension des acquis de la révolution d'Octobre, c'était une question de vie ou de mort pour les femmes afghanes contre les égorgeurs talibans.

Par contre, nos opposants ici en France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière, ont pris le côté de leur propre bourgeoisie sur les deux fronts : avec les mollahs et la CIA contre l'Union soviétique et contre les

Spartacist
édition
française
n°29
(été 1996)

1,50€
(64 pages)

Commande :
Le Bolchévik,
BP 135-10,
75463 Paris Cedex 10

SPARTACIST

N°29 ÉDITION FRANÇAISE ÉTÉ 1996

« La lutte pour la révolution socialiste mondiale »

Débat entre la Ligue communiste internationale et Ernest Mandel

Immigration et oppression raciste en Europe

Pour un parti prolétarien tenniste, défenseur de tous les opprimés!

femmes en Afghanistan, et avec la bourgeoisie française pour l'expulsion des jeunes filles maghrébines voilées dans les écoles publiques ici. Au moins on peut dire qu'ils étaient constants : toujours du côté de leur propre bourgeoisie dans n'importe quelle situation !

La contre-révolution capitaliste et la religion

La deuxième étape de cette histoire du foulard s'est produite en 1994 quand une centaine de jeunes filles ont été renvoyées du lycée. Le contexte international est important pour comprendre deux choses : le retour à la religion et l'aggravation d'une politique anti-ouvrière, anti-immigrés et anti-femmes. L'événement clé est la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est entre 1990 et 1992. Cela a été un énorme échec pour le mouvement ouvrier au niveau international. Les idées réactionnaires prospèrent dans les périodes réactionnaires, et depuis la chute de l'URSS on voit une recrudescence des intégrismes de toutes sortes : l'intégrisme protestant aux Etats-Unis (ceux qui font des attentats contre les cliniques d'avortement, le Ku Klux Klan, le gouvernement Bush qui enterre la science en faveur de la « création » dans les écoles publiques) ; l'intégrisme juif en Israël ; la pénétration croissante de l'Eglise catholique dans la société civile en Europe ; et l'intégrisme islamique dans les pays musulmans et dans les métropoles européennes qui ont d'importantes populations musulmanes. Le développement de la religion n'est pas seulement un résultat de la contre-révolution ; c'était aussi un instrument des impérialistes pour faire monter la réaction dans et autour des Etats ouvriers déformés. Tous les « opiums des peuples », comme Marx disait, sont diffusés gratuitement dans cette période. Cette fausse conscience est enracinée dans le désespoir et l'idée fausse que la lutte de classes, le vrai communisme, sont des idées dépassées.

La classe capitaliste, qui vole les richesses que les ouvriers produisent, a besoin d'un bouc émissaire pour faire dérailler les luttes de classe, qui continuent d'ailleurs malgré la régression de la conscience politique. La classe ou-

vière cherche à se défendre contre les attaques capitalistes. Lorsque le mur de Berlin s'est effondré, le « péril vert », celui que l'islamisme incarne pour les bourgeoisies occidentales, a remplacé le « péril rouge » de l'Union soviétique. La guerre du Golfe – le bombardement et surtout les sanctions asphyxiantes de l'ONU qui ont tué plus d'un million et demi d'Irakiens – a eu un fort impact dans la population maghrébine et musulmane en France. Le plan « Vigipirate », qui est maintenant un dispositif que tous les pays impérialistes utilisent pour opprimer leur « ennemi intérieur », a été mis en place à ce moment-là.

Au niveau national il y a eu des changements économiques et politiques qui ont fortement marginalisé les populations à la peau foncée, et qui sont aussi une des causes de l'augmentation de l'oppression des femmes. Une nouvelle crise économique capitaliste fait monter le taux de chômage et les licenciements. Les enfants de ceux qui ont créé la richesse de la France dans l'après-guerre n'ont plus la possibilité de trouver un emploi comme leurs pères qui étaient la main-d'œuvre la plus exploitée et la moins payée. Les usines où les pères immigrés travaillaient sont fermées maintenant. Les jeunes issus de l'immigration sont traités comme une population superflue dont la bourgeoisie n'a plus besoin. La bourgeoisie n'a plus la possibilité de faire des bénéfices avec l'exploitation économique de ces jeunes, et n'est donc pas motivée pour investir de l'argent dans les écoles des banlieues populaires. La seule « industrie » en expansion c'est la police et les prisons pour opprimer ces jeunes.

Les études sur le chômage montrent qu'il y a une discrimination particulière envers les jeunes Algériens. La France n'a jamais oublié que l'Algérie l'a combattue *et l'a vaincue*. Même par rapport aux autres jeunes hommes maghrébins, le taux de chômage pour les Algériens est pire. Le taux de chômage pour les Algériens titulaires d'un CAP ou d'un BEP entre 20 et 29 ans est de 39 %, quand pour les Espagnols, les Portugais et les Français, le taux est de 10 %. C'est presque *quatre fois* plus pour les jeunes hommes algériens ! Les jeunes Algériennes connaissent aussi le chômage, mais il y a une couche qui a trouvé des emplois stables, même si en général en France la situation de l'emploi se présente mieux pour les garçons que pour les filles. Ces chiffres montrent que les jeunes hommes algériens souffrent toujours de la haine raciste de la France envers son ex-colonie qui l'a vaincue.

Mais en général pour une fille, il n'est plus aussi facile que durant les deux décennies précédentes de se séparer de sa famille. La rupture avec la famille implique de trouver un travail, mais l'emploi qui apportait l'indépendance financière est rare aujourd'hui. Ces conditions réelles sont à la base du retour vers la religion pour beaucoup de jeunes filles musulmanes. C'est très contradictoire. Il y a une revendication à une identité islamique et en même temps une dénonciation au nom même de l'islam des traditions qui les refoulent dans le foyer. Il y en a qui portent le voile comme un acte de défiance envers la société qui les traite avec mépris. En plus, avec cette image de pudeur, souvent les filles voilées trouvent la liberté de sortir de la maison qu'on leur refusait avant. Mais en plus cet espace de « liberté », grotesquement déformé et obtenu avec le voile, ne dure pas longtemps. Toutes les filles savent que leur avenir, selon les traditions de la famille et de la religion, c'est le foyer ; en même temps la société occidentale n'offre pas d'avenir non plus.

— Volume relié —

Women and Revolution

Issues No. 1 through No. 20
May-June 1971 through Spring 1980

Mai - juin 1971 au printemps 1980
(numéros 1 à 20)

Le premier volume de *Women and Revolution*, la revue (en anglais) de la Commission femmes de la Spartacist League/U.S.

27€ (port inclus)

Commande à l'adresse du journal

Tous les livres écrits par ces filles elles-mêmes décrivent une vie «schizoïde»: il y en a qui sortent de la maison voilées et se changent en minijupe dans les toilettes d'un McDonalds, et qui essaient d'éviter la surveillance des grands frères qui jouent le rôle de flics dans la famille, y compris avec une brutalité effrayante. Souvent, le sentiment d'être déchirées entre la société française d'un côté, qui leur demande d'abandonner toute identité arabe, et la famille de l'autre côté, qui leur demande un comportement de pudeur, les détruit littéralement. Ces jeunes filles se suicident beaucoup plus que les autres filles de la même classe d'âge.

Les jeunes rappeuses musulmanes de la cité Lyautey à Strasbourg ont composé une chanson intitulée *Les femmes d'islam*: si on se voile, c'est les Français qui vous le reprochent, si on ôte le voile, c'est le quartier dont on fait partie qui vous en veut de sortir.

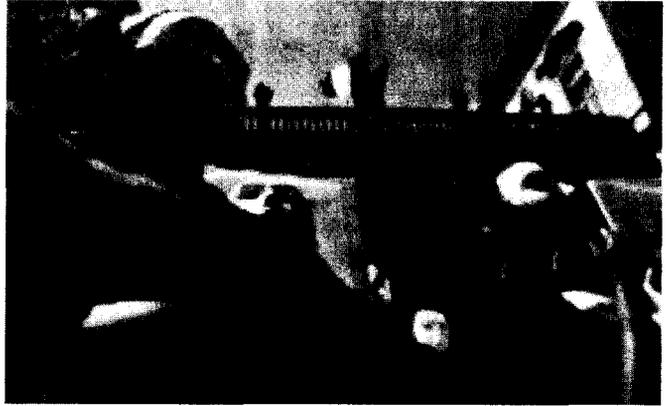
Les lois anti-immigrés et la double peine des femmes

Pour les jeunes filles, la politique toujours plus restrictive de l'immigration a créé un véritable marché matrimonial, *qui les tue carrément*. Pour comprendre comment les lois contre l'immigration ont renforcé l'oppression des femmes il faut retourner quelques décennies en arrière. Déjà en 1974, avec la crise du pétrole et la récession économique, les capitalistes ont décidé qu'ils n'avaient plus besoin d'une main-d'œuvre maghrébine (qui avait largement remplacé l'immigration de l'Europe de l'Est et du Sud pendant et après la guerre d'Algérie).

En 1974, l'Etat français a claqué la porte au nez des peuples venant des ex-colonies exploitées par l'impérialisme français. Aux hommes qui se sont cassé les reins pour les bénéfices des capitalistes français on a offert 10 000 francs et un billet aller simple pour le Maghreb. La France aurait eu peut-être envie d'arrêter totalement l'immigration à cette époque, mais l'Union européenne faisait un peu de pression sur le droit au regroupement familial. Malgré tout il était très dur pour un ouvrier, fréquemment licencié, et logé dans un dortoir pour hommes célibataires, de prouver à l'Etat français qu'il pouvait subvenir aux besoins de sa propre famille.

Les restrictions et les conditions pénibles de pauvreté ont poussé beaucoup de familles, et surtout les femmes, dans la clandestinité et sur le marché du travail au noir, où, si on a de la chance, on trouve des boulots tellement sales et mal payés que les Français n'en veulent pas. Légalement, la plupart des femmes qui sont venues avec le regroupement familial n'avaient pas le droit de travailler. C'est ainsi que la bourgeoisie française a renforcé avec ses lois anti-immigrés toutes les vieilles traditions répressives de la ségrégation des femmes maghrébines dans le foyer, coupées de la société.

Plus tard, dans les années 80 et 90 il y a les lois Pasqua, Debré et Chevènement qui ont encore plus limité le droit de résider en France, et elles ont aussi facilité les déportations. Il faut noter que les gouvernements soi-disant «de gauche» n'ont jamais abrogé les lois anti-immigrés mises en place par la droite. Au contraire, les gouvernements de gauche ont augmenté l'arsenal légal et la répression policière contre les immigrés. C'est Mitterrand qui a déclaré que la France avait atteint le «seuil de tolérance» avec l'immigration, pour justifier les déportations. C'est Jospin avec sa campagne sécuritaire qui a augmenté la répression policière contre



Rolland Quadrini, Images Presse

Les prostituées manifestent à Lyon, le 13 août, contre l'arrêté raciste du maire PS leur interdisant le «racolage».

les jeunes des banlieues et pavé la voie au Front national de Le Pen.

En 1993 il y a eu un changement significatif avec la loi Pasqua-Méhaigrierie. Le code de la nationalité, qui donnait automatiquement le droit aux enfants d'étrangers nés en France de devenir français, a été aboli. Il fallait que les jeunes issus de l'immigration réclament la citoyenneté française entre l'âge de 16 et 21 ans. (La loi a été modifiée depuis et maintenant un enfant né en France de parents étrangers devient français à 18 ans, mais seulement après des démarches bureaucratiques et remplies d'obstacles administratifs.) Ces lois ont créé une situation telle que toute une génération de jeunes qui sont nés, qui ont grandi et ont été éduqués en France, qui connaissent à peine le pays de leurs parents ou grands-parents, et qui souvent ne parlent même pas la langue de leurs parents, a été stigmatisée et déclarée «non française».

Cette loi a eu un impact profond. Rejetés par deux sociétés, celle de leur pays de naissance et celle de leur famille, et sans possibilité d'être intégrés à une société qui n'offre ni emploi ni avenir, pas mal de jeunes ont cherché une identité dans la religion. La discrimination existe même linguistiquement. Les jeunes nés en France sont appelés «immigrés» ou «issus de l'immigration», ou la «deuxième» ou «troisième» génération. Qui n'est pas issu de l'immigration? Et est-ce qu'on compte combien de générations il y a entre les Cro-Magnon et Le Pen? (Je ne veux pas offenser les Cro-Magnon, mais il est clair que Le Pen est une sorte de retour en arrière.) La discrimination linguistique reflète la discrimination réelle contre une population que la France *ne veut pas intégrer* et qui peut toujours être expulsée, comme les Juifs l'ont été, malgré leur citoyenneté française: sous Vichy, 15 154 Français, en majorité des Juifs, ont été dénaturalisés pour faciliter leur déportation vers les camps de la mort. Il faut se rappeler ça quand on voit les nouvelles lois toujours plus restrictives sur l'immigration.

Cette loi sur la nationalité a créé une génération de jeunes «apatrides», pas seulement sans-papiers, mais sans pays. Imaginez-vous combien de fois dans votre vie vous utilisez votre carte d'identité française et vous aurez une idée des services qui sont inaccessibles à ceux qui n'ont pas ce document. En plus, la situation des parents dépend parfois de la nationalité française de leurs enfants. Leur situation est devenue précaire avec cette loi. Mais rien n'est pire que la situation des mères célibataires et de leurs enfants, qui sont doublement pénalisés par cette loi. Les codes de la

famille au Maghreb ne reconnaissent pas le statut des mères célibataires, ni un enfant sans père. Les enfants des mères célibataires renvoyées au Maghreb n'ont pas nécessairement le droit de citoyenneté là-bas non plus.

Comment est-ce que les lois anti-immigration tuent les jeunes filles issues de l'immigration et nées en France? Voilà la conclusion de l'enquête de Michèle Tribalat dans son livre *Faire France*: «La suspension du recrutement de travailleurs a rendu très attractif le mariage avec une jeune femme résidant en France, surtout lorsqu'elle a la nationalité française. Les filles élevées en France sont ainsi trop souvent captives d'un "marché matrimonial ethnique" où la famille trouve elle-même un intérêt, souvent financier, sinon moral, à marier leur fille avec un postulant à l'émigration.» Par rapport à l'immigration turque ici en France, Tribalat note que sur le marché matrimonial «les parents peuvent faire monter le prix de la dot en échange de leur fille.»

La famille et l'oppression des femmes

Autrement dit, c'est une vie *d'esclavage* et les filles ne sont que de la propriété, de la chair humaine qu'on peut acheter, vendre, mutiler, et même tuer si ça protège «l'honneur de la famille». Souvent les familles profitent des vacances scolaires pour renvoyer les filles dans leur pays d'origine pour l'excision en Afrique noire, et surtout pour les mariages forcés en Turquie et au Maghreb. Les filles qui se battent contre leur sort sont souvent kidnappées, brutalement tabassées, et parfois tuées. Les livres sur ce sujet ne manquent pas, et une femme issue d'une famille algérienne a été kidnappée et renvoyée en Algérie où elle a été emprisonnée et enfermée à clé dans la maison de sa famille parce qu'elle sortait avec un Français ici. Selon le Coran, il est interdit pour une femme de se marier avec quelqu'un qui n'est pas musulman, bien que les hommes puissent épouser qui ils veulent. Aïcha Bénéïssa explique dans son autobiographie *Née en France, Histoire d'une jeune beur* sa situation personnelle dans un contexte social plus large :

«La virginité, chez nous, c'est tellement important! Surtout pour préserver l'honneur des parents. Tout l'honneur de la famille repose sur la virginité de la jeune fille à marier. On se sent comme dépossédée de son propre corps dans ce qu'il a de plus intime. [...] Vierge ou dépravée, il n'y a pas d'autre alternative.»

Elle pensait sans cesse à fuir, mais elle s'est rendue compte que le problème était beaucoup plus large que ses gardiens et flics de frères dans la famille. En Algérie, elle dit :

«Les policiers sont les gardiens de la morale publique. Les autres hommes surveillent eux aussi tous les faits et gestes des femmes dans la rue. Comme si tous les hommes étaient des pères. Des pères très répressifs, collectivement garants de la moralité de toutes les filles du pays.»

Ailleurs en Afrique noire et centrale, la virginité des filles et le prix qu'elles peuvent atteindre sur le «marché matrimonial» sont garantis par la mutilation sexuelle. Ça n'a rien à voir avec une différence «culturelle» mais c'est un acte violent et barbare. L'excision c'est l'ablation d'une partie du clitoris et des petites lèvres. L'infibulation c'est une excision plus grave: l'ablation des grandes lèvres dont les deux moignons sont suturés bord à bord. L'ouverture vaginale disparaît pour laisser place à un minuscule orifice pour l'écoulement des règles et des urines. Comme vous pouvez l'imaginer, ces mutilations sexuelles produisent des douleurs extrêmes, des infections, des morts, des accouchements difficiles et parfois fatals, sans parler de la sup-

pression du plaisir sexuel de la femme.

Souvent les jeunes filles qui résistent à cette mutilation sont menacées par le fait que leurs mères risquent d'être répudiées et renvoyées au pays. Il y a beaucoup de suicides des mères et des filles qui cherchent une issue à cette barbarie. Il faut souligner que les femmes de toutes les classes sociales, même les femmes qui viennent de la classe dirigeante, sont opprimées par ces pratiques. La principale source de l'oppression de la femme dans une société divisée en classes, c'est l'institution de la famille, et même les femmes bourgeoises sont opprimées en tant que femmes; mais les femmes de la classe ouvrière sont doublement opprimées en tant que femmes et en tant que travailleuses, et les ouvrières issues de l'immigration subissent une triple oppression dans ce pays.

Ces exemples effrayants d'excision, de mariages forcés, de meurtres d'honneur, montrent qu'une question simple, démocratique et fondamentale comme notre lutte pour les *pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles*, c'est vraiment *une question de vie ou de mort* pour les femmes et les jeunes filles! Ces exemples démasquent aussi l'hypocrisie de la bourgeoisie française qui se vante d'être l'héritière des idées de la Révolution française et du siècle des Lumières, ce qui est un grand mensonge. Avec cette politique anti-immigrés et anti-ouvrière la bourgeoisie française renforce et perpétue les pratiques les plus sauvages et sanglantes de l'histoire. Comme Marx lui-même s'en est rendu compte, il faut balayer le système capitaliste pour réaliser les belles idées des Lumières. Au moment de la lutte de la bourgeoisie contre les immigrés, il faut se souvenir du rôle clé que les travailleurs immigrés ont joué dans les luttes de classe, comme pendant la Commune de Paris en 1871. Comme le disait Karl Marx :

«Proclamant hautement ses aspirations internationalistes – parce que la cause des producteurs est partout la même et que son ennemi est partout le même, quelle que soit sa nationalité (quel que soit son vêtement national) – Paris a proclamé le principe de l'admission des étrangers à la Commune, il a même élu un ouvrier étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif, il a décrété la destruction du symbole du chauvinisme français, la colonne Vendôme.»



Leroy-Sipa Press

L'excision (ici en Egypte) se pratique aussi en France. Près de 35 000 jeunes filles sont mutilées ou menacées de l'être chaque année.

L'asservissement des femmes dans les pays musulmans n'est pas enraciné dans un caractère réactionnaire spécifique à l'islam, comme l'impérialisme le prétend aujourd'hui. Vous n'avez qu'à lire les farces de Molière pour savoir qu'il y a une longue histoire de mariages forcés dans la douce France aussi. Légalement, les femmes françaises n'avaient même pas le droit de travailler sans autorisation écrite de leur mari avant 1965 ! Mais en Europe le développement de la propriété capitaliste s'est accompagné de la destruction des rapports sociaux féodaux arriérés, une destruction consolidée par les grandes révolutions démocratiques-bourgeoises comme la Guerre civile en Angleterre et la Révolution française ; celles-ci ont ouvert la voie au développement d'une société industrielle avancée. Le capitalisme est arrivé en retard dans le monde musulman, et il est arrivé avec le colonialisme européen qui a fait alliance avec les pouvoirs locaux féodaux. Dans les pays colonisés et aussi parmi les concentrations d'immigrés dans les métropoles impérialistes, le capitalisme a renforcé les traditions barbares et anti-femmes comme un moyen pour préserver sa domination de classe.

La compréhension marxiste de la base matérielle de l'oppression des femmes provient de l'œuvre de Friedrich Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Dans la société sans classes de l'Age de pierre, la division du travail entre hommes et femmes se basait sur la biologie (les femmes devant accoucher et allaiter les enfants), et elle était entièrement égalitaire. Avec le développement de l'agriculture et de la technologie et la création d'un surplus, la situation a changé. Engels explique :

«Donc, au fur et à mesure que les richesses s'accroissaient, d'une part elles donnaient dans la famille une situation plus importante à l'homme qu'à la femme, et, d'autre part, elles engendraient la tendance à utiliser cette situation affermie pour renverser au profit des enfants l'ordre de succession traditionnel [le droit maternel]. [...] Le renversement du droit maternel fut *la grande défaite historique du sexe féminin*. Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouvernement ; la femme fut dégradée, asservie, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction.»

Donc, la naissance de la famille monogamique est complètement liée à l'héritage de la propriété privée et c'est d'ici que provient l'importance de la sacro-sainte virginité des filles et la soumission des femmes. Engels dit :

«Elle [la famille] est fondée sur la domination de l'homme avec le but exprès de procréer des enfants d'une paternité incontestée, et cette paternité est exigée parce que ces enfants entreront un jour en possession de la fortune paternelle, en qualité d'héritiers directs. [...] [Le lien conjugal] ne peut plus être dénoué au gré des deux parties. En règle générale, c'est maintenant l'homme qui peut seul dénouer le lien et répudier sa femme. Le droit d'infidélité conjugale lui reste d'ailleurs garanti jusqu'à présent, du moins par la coutume (le Code Napoléon le concède expressément à l'homme, pourvu qu'il n'amène pas sa concubine au domicile conjugal), et ce droit s'exerce toujours davantage, à mesure que le développement social va s'élevant ; si la femme se souvient de l'antique pratique sexuelle et veut la restaurer, elle est punie plus sévèrement qu'à toute autre période antérieure.»

Je voudrais souligner l'importance que Marx et Engels accordaient à la question femmes. Cette œuvre magnifique d'Engels a été écrite en testament à Karl Marx qui avait entrepris une recherche approfondie sur la question de la famille. Contre toutes les valeurs étouffantes de la société bourgeoise, Marx et Engels ont examiné toute l'expérience

humaine, y compris l'histoire des rapports sexuels. Avec notre journal *Femmes et révolution* qui est publié maintenant dans *Spartacist*, le journal international de la LCI, nous suivons leur exemple : il faut traiter la totalité de l'expérience humaine si on veut vraiment changer le monde et supprimer tous les cas d'oppression et ouvrir la voie à l'expansion de la liberté à tous les niveaux. Ils avaient aussi un sens de l'humour et une audace que nous admirons. Par exemple, sur la question de la promiscuité, la honte et l'hypocrisie de la bourgeoisie, Engels a écrit :

«Et si la stricte monogamie est le comble de toute vertu, la palme revient au ver solitaire qui possède, dans chacun de ses cinquante à deux cents anneaux ou articles, un appareil sexuel masculin et féminin complet et passe toute son existence à s'accoupler avec lui-même dans chacun de ses segments.»

Mieux vaut être un ver solitaire qu'une jeune fille se retrouvant mariée de force !

Libération des femmes par la révolution socialiste !

Il y a plusieurs associations qui se sont formées en réponse à ce besoin urgent d'aider ces jeunes filles. Nous avons parlé avec une association turque qui reçoit trois ou quatre appels *par jour* de jeunes filles qui sont mariées de force ou menacées de l'être. J'ai parlé avec l'association GAMS (Groupe anti-mutilation sexuelle) qui a été fondée pour combattre l'excision des femmes africaines, mais qui maintenant fait aussi beaucoup de travail pour sauver les jeunes filles des mariages forcés, tellement le besoin est pressant. Ces organisations font un travail parfois héroïque et urgent, mais elles sont affaiblies par le nationalisme et le sectorialisme. Chaque groupe est organisé sur la base de la nationalité et la sexualité : GAMS pour les Africaines, Elélé pour les Turques, Nanas Beurs pour les Maghrébines, etc. Cet isolement national est causé par l'indifférence des partis de gauche et des syndicats, qui peuvent organiser le mouvement ouvrier en défense des immigrés et des femmes - mais qui ne touchent pas beaucoup à ces questions clés pour tout le mouvement ouvrier !

L'isolement des peuples opprimés dans cette société et le désespoir qui existe aujourd'hui, c'est le fruit amer de la trahison de la gauche. Dans les années 80, les jeunes du mouvement «beur» et leurs parents avaient beaucoup d'espoirs dans le gouvernement Mitterrand. Les jeunes du mouvement «beurs» ont traversé le pays à pied, de Lyon à l'Elysée pour déclarer «nous sommes ici» et pour réclamer l'égalité. Il n'y avait pas un seul mot d'ordre religieux dans le mouvement à l'époque. Mais le gouvernement Mitterrand, un gouvernement capitaliste mis en place avec le soutien de tous les partis de gauche sauf de la LTF, n'a pas apporté l'égalité à la jeunesse issue de l'immigration. Par contre, ce gouvernement a poursuivi les déportations, a réduit le droit au regroupement familial, et a intensifié la répression policière dans les banlieues, qui est le fer de lance des attaques contre toute la classe ouvrière. Les résultats de l'accroissement de la ségrégation raciste avec cette trahison de la gauche sont décrits par Ahmed Bouberker dans *Libération-Lyon* sur le lieu de naissance même du mouvement pour l'égalité des jeunes issus d'immigration :

«Qui a connu la capitale des beurs entre 1981 et 1983 ne reconnaît plus les lieux. [...] Au 10 de la rue Gaston-Monmousseau, à l'endroit même où se trouvait le local de l'Association "S.O.S. Avenir Minguettes" à l'origine de la première marche des Beurs, on trouve aujourd'hui une salle



Sans crédit



Hartingue-Violet

En Russie, l'accès à l'éducation des femmes d'Asie centrale n'a pu être possible qu'avec la Révolution de 1917. Avec l'expropriation de la bourgeoisie, la voie de la libération des femmes était enfin ouverte. A gauche, affiche soviétique pour le 1^{er} mai 1920. A droite, cours pour adultes après la Révolution russe.

de culte. [...] Des anciens militants du mouvement beur révent tout haut [...] de l'unité des jeunes immigrés dans la foi : "Le prochain chapitre de l'histoire des jeunes Arabes de France sera musulman ou ne sera pas ! Qu'on ne me parle plus des Beurs, à quoi donc a servi cette histoire, à part faire pleurer les cathos et faire vendre des badges aux *feujis* (juifs) ? En vérité, le vrai malheur est de vivre à l'occidentale, alors que l'islam en héritage nous rend invincibles." »

—Kepel, *les Banlieues de l'Islam*

La bourgeoisie française joue le rôle classique de «diviser pour mieux régner» en utilisant le racisme anti-arabe. Surtout depuis le 11 septembre, les médias nous bombardent d'histoires sur des «réseaux islamiques» en France. D'abord il faut reconnaître que les vrais «réseaux terroristes» c'est l'OTAN, l'ONU, le gouvernement américain et l'impérialisme français. Qui a torturé les civils en Algérie ? Qui a détruit et bombardé l'ex-Yougoslavie ? Qui opprime les quartiers populaires et les banlieues pauvres avec une armada policière ? Qui licencie les ouvriers et attaque leur existence ? C'est la bourgeoisie française, pas quelques intégristes islamiques !

En plus la bourgeoisie française a vraiment du culot puisque c'est *elle* qui a importé l'islam en France consciemment, pour fliquer les ouvriers immigrés et pour empêcher l'unité entre Arabes et Français dans la classe ouvrière. La bourgeoisie française a utilisé l'islam comme un rempart contre le communisme, à l'extérieur du pays et dans les usines et les quartiers immigrés en France. Dans les années 80, les ouvriers immigrés ont joué un rôle dirigeant dans des grèves puissantes, surtout dans l'industrie automobile. Les patrons, avec leurs syndicats «jaunes» comme la CSL (Confédération des syndicats libres), ont essayé de faire de la ségrégation et contrôler les militants grâce à la religion. La revendication d'un lieu de culte n'a jamais été une revendication du mouvement ouvrier au Maghreb ! Mais ici en France, les patrons et la CSL ont avancé cette revendication. Gilles Kepel explique dans son livre *les Banlieues de l'Islam* :

«La mise en place d'une structure islamique à l'intérieur de

l'usine présente pour la direction plusieurs avantages, dans la perspective à court terme du maintien de la paix sociale et de la productivité, en attendant que les OS [ouvriers spécialisés] cèdent la place aux robots. Cela renforce l'adhésion des travailleurs musulmans à l'esprit de l'entreprise, à laquelle ils se montrent reconnaissants qu'on leur permette de pratiquer leur culte, et cela crée un nouveau type d'interlocuteurs, de médiateurs entre direction et ouvriers, ce qui relativise le monopole de la représentation syndicale. [...] Les revendications d'ouverture de salles de prière auraient donc été satisfaites parce qu'elles étaient perçues comme une manière de favoriser l'"esprit maison", le consensus social entre ouvriers et direction.»

Alors que le patron français d'un côté pousse l'islam dans l'usine, de l'autre les médias du patron accusent les grévistes maghrébins dans les grandes grèves de 1982 à Citroën, à Talbot, à Renault, d'être des «ayatollahs dans les usines» ! La politique de la gauche et de la direction syndicale était aussi dégoûtante. Au lieu d'organiser l'unité de la classe ouvrière en lutte contre les patrons et le gouvernement Mitterrand, la gauche pourrie a capitulé devant le gouvernement et a laissé les immigrés seuls, au lieu de mobiliser la classe ouvrière française et les immigrés ensemble en défense de leurs propres intérêts.

Cette indifférence à l'oppression raciale vient directement d'une perspective de *collaboration de classes*. La gauche française et la direction syndicale cherchent leurs alliés dans la bourgeoisie française (cette année c'était Chirac !) au lieu d'organiser les ouvriers les plus opprimés ici en France en tant que secteur clé et meilleur allié de la classe ouvrière française. A la Poste, une camarade m'a raconté l'histoire d'une grève à laquelle étaient appelés les travailleurs des DOM-TOM. Comme elle défend ces ouvriers, elle a fait la grève, mais le lendemain sa direction syndicale lui a expliqué qu'elle n'avait pas le droit, que c'était une grève uniquement pour les ouvriers qui venaient des DOM-TOM. Voilà comment la bureaucratie syndicale diffuse la politique raciste du patron dans le mouvement ouvrier lui-même. Et dans les industries où les ouvriers immigrés sont utilisés comme armée de réserve de travailleurs, comme le

bâtiment, il faut une campagne pour syndiquer tous ces travailleurs immigrés et les inclure dans les luttes de classe en défense de tous les ouvriers en lutte contre le même Etat capitaliste et les mêmes patrons. Un ouvrier sans-papiers se trouvera plus à même de lutter pour ses propres intérêts et de refuser de se faire manipuler comme briseur de grève s'il a une carte de la CGT dans la main. La vraie solidarité avec les sans-papiers ce n'est pas une manifestation une fois par an avec les stars du cinéma, mais la solidarité et l'égalité réelle qui résultent des luttes de classe unies.

La direction traître du mouvement ouvrier a capitulé devant l'islam réactionnaire qui vise surtout les ouvriers maghrébins les plus combattifs – et on ne parle même pas de ce que ça veut dire pour une ouvrière d'avoir les mollahs dans sa boîte au travail! La CGT et les maoïstes ont sorti des tracts où ils s'accusaient mutuellement d'être de mauvais musulmans qui mangent pendant le Ramadan! La CSL n'était pas dénoncée en tant qu'organisation des patrons et hors du mouvement ouvrier, mais parce qu'elle était « contrôlée par les sionistes »! Au même moment où la CGT et le PCF capitulaient devant l'islam et l'antisémitisme importé par le patron dans les usines françaises, leur parti frère en Iran, le Toudeh, accordait son soutien complet au gouvernement Khomeiny. Là-bas le Toudeh applaudissait la répression contre les militants de gauche des Fedayins, deux ans avant que le Toudeh lui-même se voie à son tour éliminé par la réaction islamique.

Le problème c'est que les organisations qui dirigent le mouvement ouvrier français ont pour but de *gérer* le capitalisme et non pas de le détruire. C'est pourquoi elles continuent à mettre en place et justifier le racisme, car c'est un aspect fondamental du capitalisme français. Les grèves d'ouvriers majoritairement immigrés ont été laissées isolées et ainsi elles ont été brisées par les capitalistes, comme la grève de Flins en mars 1995. De l'autre côté les grèves dans le secteur public (comme l'énorme grève en décembre 1995) ne sont pas étendues au secteur privé où se trouve cette couche combattive d'ouvriers immigrés.

Malgré le chômage et les licenciements, les travailleurs immigrés et leurs enfants occupent toujours une position centrale dans la production française. Ils représentent aussi un lien vivant avec les travailleurs en Afrique et en Asie. Loin d'être juste des « victimes opprimées », les travailleurs immigrés ont une puissance sociale clé pour faire une révolution. Ce qu'il nous faut c'est une direction révolutionnaire, un tribun du peuple, qui lutte contre la terreur raciste quotidienne dans les banlieues, qui lutte contre la précarité de l'emploi, surtout pour les jeunes issus de l'immigration, qui lutte contre les mariages forcés, l'excision et l'oppression des femmes, y compris pour le droit à l'avortement libre et gratuit sur simple demande. C'est à la construction d'une telle direction révolutionnaire que nous sommes dédiés et nous prenons comme exemple phare l'expérience du Parti bolchévique et de la révolution d'Octobre 1917.

La Révolution russe et les femmes

Comment sortir de cette situation? Retournons au livre d'Engels; il écrit:

« L'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail privé domestique. Pour que l'émancipation de la femme devienne réalisable, il faut d'abord que la femme

puisse participer à la production sur une large échelle sociale et que le travail domestique ne l'occupe plus que dans une mesure insignifiante. Et cela n'est devenu possible qu'avec la grande industrie moderne qui non seulement admet sur une grande échelle le travail des femmes, mais aussi le requiert formellement et tend de plus en plus à faire du travail domestique privé une industrie publique. »

Envisageant la révolution socialiste, Engels écrit:

« Les moyens de production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en une industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants devient une affaire publique; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. »

La Révolution russe a lutté pour ces idées dans la réalité, dans la mesure de ses possibilités dans le contexte de l'arriération sociale et de la guerre civile dans les premières années de l'Union soviétique. On ne peut pas abolir la famille, il faut la remplacer. Les bolchéviks ont pris des mesures concrètes pour commencer ce travail tout de suite. Le pouvoir de l'Eglise de contrôler les mariages, légitimer les naissances, etc., a été aboli. La conception même d'« illégitimité » a été abolie. Mais la libération des femmes n'est pas quelque chose qu'on peut accomplir seulement avec de nouvelles lois. Il fallait changer les conditions matérielles d'existence et trouver les ressources pour le faire. Lénine était très conscient de ça, surtout pour le travail dans l'Orient soviétique où les femmes étaient voilées et opprimées par les traditions musulmanes. Mais ces traditions étaient enracinées dans les conditions matérielles: dans l'ancienne société le droit de posséder l'eau et les terres était lié au mariage, par exemple. Un homme qui possédait plusieurs femmes possédait alors plus de terres aussi.

De nombreuses femmes bolchéviques, sous la direction du Jenotdel (Département des femmes ouvrières et paysannes), ont mis le voile elles-mêmes pour aller éduquer et libérer les femmes de l'Asie centrale. C'était un travail très dangereux et de nombreuses organisatrices ont été tuées. C'est pourquoi le nouvel Etat ouvrier a remis en place la peine de mort explicitement contre « les meurtres antiféministes » qui étaient déclarés des « crimes contre-révolutionnaires ». La création d'une économie planifiée et collectivisée a permis à l'Etat ouvrier d'investir le surplus de l'Ouest dans l'Est arriéré et ainsi de commencer à jeter les bases pour une égalité des peuples. Ça se voit clairement quand on regarde les conditions de vie dans les républiques de l'ex-Union soviétique par rapport à l'autre côté de la frontière de l'Afghanistan. Du côté soviétique, les femmes n'étaient pas emprisonnées sous le voile, elles pouvaient lire et écrire (par contre en Afghanistan elles étaient analphabètes), les chiffres de mortalité infantile et l'espérance de vie étaient l'inverse des deux côtés de la frontière.

Comme le disait Trotsky en 1924 dans un discours à l'Université communiste pour les travailleurs d'Orient, au moment où le pouvoir bolchévique poursuivait sa perspective de libération des femmes en Asie centrale: « Il n'y aura pas de meilleur communiste en Orient, pas de meilleur combattant pour les idées de la révolution et pour les idées du communisme que la travailleuse éveillée à la conscience de classe. » Nous disons qu'il n'y aura pas de meilleurs combattants pour les luttes de classe et pour un avenir socialiste, ici et de l'autre côté de la mer, que les femmes issues de l'immigration. ■

Femmes et Révolution



Les femmes et l'immigration en France : racisme, ségrégation, religion

Nous publions ci-après le texte d'une présentation de notre camarade Alison Spencer lors de la journée d'études de la LTF le 16 mai dernier à Paris.

* * *

Le socialiste utopique français Charles Fourier expliquait que la condition des femmes est une façon très précise d'évaluer à quel degré une société a été purgée de son oppression sociale en général. En ce moment en France, 70 000 jeunes filles se trouvent menacées d'être mariées de force. 35 000 jeunes filles sont mutilées par l'excision, ou menacées d'être excisées. Ce sont les chiffres disponibles en janvier 2002. Pour avoir une idée de l'augmentation de l'oppression anti-femmes, qui est une mesure de l'oppression générale dans cette société, il y a dix ans les chiffres montraient que 10 000 filles étaient menacées par l'excision. Donc il y a une augmentation de 250 % depuis dix ans ! Si on prend l'échelle de Fourier, il y a une effrayante régression du progrès et une intensification de l'oppression sociale dans ce pays.

Cette société qui se pare des atours de la liberté et de l'égalité est un véritable enfer, surtout pour les jeunes filles et les femmes issues de l'immigration. La mutilation sexuelle et les mariages forcés sont des choses qu'on ne voit pas ouvertement. Ce sont la terreur et les menaces morales faites en famille, avec la ségrégation des femmes dans le foyer. Mais on voit facilement l'augmentation de l'oppression des femmes et l'influence de la religion avec l'apparition du voile. Il n'y a pas de chiffres, mais ça se voit que le foulard est répandu partout, et on voit de plus en plus le *tchador*, le voile islamique qui représente l'exclusion totale des femmes de la société et leur asservissement dans la famille.

Nous disons que les droits démocratiques sont indivisibles, c'est-à-dire qu'une attaque contre un est une attaque contre tous. Je vais expliquer comment cette aggravation de l'oppression des femmes est directement liée à la politique anti-ouvrière et anti-immigrés de l'Etat français capitaliste qui ces dernières années était dirigé par la gauche. D'abord il faut examiner les racines de cette augmentation de l'influence de la religion et des pratiques anti-femmes.

Le foulard et la République

1989 : en pleine célébration du 200^e anniversaire de la Révolution française, trois jeunes filles se présentent au lycée portant un foulard. Tout de suite, il y a une explosion



J.-P. Guilloteau/L'Express

Manifestation des travailleuses d'Arcade le 22 avril à Paris. Ces femmes majoritairement d'origine africaine sont en grève depuis six mois contre le groupe hôtelier français Accor, dont Arcade est sous-traitant.

de la sacro-sainte laïcité, qui était là une couverture pour le racisme et la réaction et, grâce aux valeurs de la République, ces filles maghrébines ont été renvoyées au foyer et exclues de l'école publique. L'Etat français a dénaturé les objectifs de la Révolution française avec cette attaque contre les jeunes filles musulmanes. Sous l'ancien régime du roi, la France était reconnue comme « la fille aînée de l'Eglise ». Le principe de la laïcité de la Révolution française vient de la lutte pour protéger la liberté de penser et pour arracher la société des mains de l'Eglise catholique. Que ce principe soit utilisé maintenant par une majorité catholique pour opprimer une minorité musulmane dans la société française est une ironie cruelle de l'histoire. Cela donne une mesure de la dégénérescence de la bourgeoisie française, une classe qui avait dirigé la Révolution française, un carrefour historique dans la lutte pour l'émancipation humaine.

Les croix ne sont pas interdites à l'école publique. Cette campagne contre les jeunes filles avec le foulard n'était que le début d'une campagne raciste et réactionnaire croissante contre « l'islam en France », une campagne qui ciblait surtout la population maghrébine dans ce pays. Contrairement à ce que prétend la campagne hystérique contre

Suite page 25

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !